

PROCES VERBAL
CONSEIL MUNICIPAL DU 23 AOÛT 2018

Le jeudi 23 août 2018 à 17 heures, sur convocation de Monsieur le Maire, les membres du Conseil municipal se sont réunis dans la salle des délibérations.

Monsieur Simplicio LISSANT, 1^{er} adjoint au maire remercie les élus et techniciens pour leur présence au conseil municipal. Il informe les membres du conseil municipal qu'il présidera la séance et que pour des raisons de santé Tavana ne pourra être présent.

Il invite monsieur Paul PERE à offrir une prière spéciale en faveur de Tavana afin de lui apporter réconfort et rétablissement mais également pour l'ouverture de la séance. Il le remercie pour cette bénédiction spéciale.

A la demande de Monsieur le 1^{er} adjoint, Monsieur Mano-Ura TIRAO procède à l'appel.

Il informe que Madame Tania MANEA-LYAU sera la secrétaire de séance.

Sont présents :

- Simplicio LISSANT, 1^{er} adjoint au Maire
- Aitu POMMIER, 2^{ème} adjoint au Maire
- Tatiana DUBOIS, 3^{ème} adjointe au Maire
- Marc TATARATA, 4^{ème} adjoint au Maire
- Tania MANEA-LYAU, 5^{ème} adjoint au Maire
- Yves CHING, 6^{ème} adjoint au Maire
- Ismaël HAPAITAHAA, 8^{ème} adjoint au Maire
- Hinano TEISSIER, 9^{ème} adjointe au Maire
- Marie-Rose TEURU, 10^{ème} adjointe au Maire
- Christian VERNAUDON, Conseiller
- Imelda TEATIU, Conseillère
- Gustave VAN BASTOLAER, Conseiller
- Andre TEAHU, Conseiller
- Edmée TAHUTINI, Conseillère
- Paul PERE, Conseiller
- Layana ATAE, Conseillère
- Bellinda BAMBRIDGE, Conseillère

- Georges DOOM, Conseiller
- Irwin FAATAU, Conseiller
- Juliana SANQUER, Conseillère
- Jean-Pierre CHING, Conseiller
- Terava PATII, Conseillère
- Michel LEBOUCHER, Conseiller
- Monette HARUA, Conseillère
- Patrick HOWELL, Conseiller

Sont absents :

- Ronald TUMAHAI, Maire
- Cathy PUCHON, 7^{ème} adjoint au Maire donne procuration à Marie-Rose TEURU
- Marguerite JURD, Conseillère donne procuration à Imelda TEATIU
- Mareta MAITI, Conseillère donne procuration à Tania MANEA-LYAU
- Astride MARA, Conseillère
- Antoine RUA, Conseiller donne procuration à Ismaël HAPAITAHAA
- Dylma ARO, Conseillère donne procuration à Monette HARUA
- Patricia TERIITERAAHAUMEA, Conseillère
- Willy TETUANUI, Conseiller
- Aimata HOPU, Conseillère

A l'issue de l'appel, Monsieur TIRAO indique que 25 membres du Conseil municipal sont présents et que le quorum est atteint. Ainsi la séance du Conseil peut se tenir de manière régulière.

Monsieur LISSANT informe les membres du conseil municipal qu'il souhaite leur présenter Madame Hinarii TEMANU la nouvelle chargée des opérations au Service études et aménagement (SEA).

Madame Hinarii TEMANU prend la parole et fait une brève présentation de son parcours professionnel. Elle occupait un poste au département de l'eau potable au SPC et elle est lauréate du concours de catégorie A de la Fonction Publique Communale. Elle a pris ses fonctions le 1^{er} août au Service études et aménagement sous la responsabilité de Madame Linda MEINKHON.

Monsieur LISSANT, la remercie et salut son recrutement qui permet de renforcer l'équipe du Service études et aménagement. Il rappelle que deux postes de chargés d'opération étaient à pourvoir pour le SEA et que Madame Hinarii TEMANU en est la première recrutée. Concernant le second poste, la personne prendra ses fonctions fin octobre afin de respecter son préavis.

Monsieur LISSANT donne la parole à la secrétaire de séance, Madame Tania MANEA-LYAU pour énoncer l'ordre du jour.

I. PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 31 MAI 2018

Madame Tania MANEA-LYAU met le PV du 31 mai 2018 au vote.

VOTE

POUR	30
CONTRE	0
ABSTENTION	0

Le procès-verbal du 31 mai 2018 a été adopté à l'unanimité.

II. ANIMATION ET VIE LOCALE

▪ ***Projet de délibération n° 130/2018 du 23 août 2018 attribuant une subvention à l'association PAE PAE NO TE ORA pour l'année 2018***

Créée en avril 2003, l'association PAE PAE NO TE ORA, présidée par Monsieur Thierry NOUAILLE, a pour objet la protection, la préservation et le renouvellement de l'environnement lagonaire et côtier de PUNAAUIA. Reconnue d'intérêt général grâce à son travail de sensibilisation à la protection de l'environnement et des sentiers marins notamment au niveau de la plage du PK 18, l'association intervient dans de nombreux projets touchant à l'environnement mis en place sur la Commune.

Comme tous les ans, l'association œuvre principalement pour l'entretien et le développement des sentiers sous-marins sur la zone du PK 18. Les visites de ces sentiers restent très populaires auprès des écoles, centres de vacances et de jeunesse. C'est ainsi qu'en 2017, l'association a accueilli près de 900 élèves pour la visite de leurs sentiers sous-marins, ce qui représente une trentaine de classes du Primaire (1/3) et du Collège (2/3).

Contextualisation de la demande

Le 11 avril 2018, les membres de la Commission Animation et Vie Locale (CAVL) ont examiné la demande de subvention de l'association. En raison des informations trop peu détaillées sur les projets de l'association, les membres de la Commission ont décidé de traiter cette demande à la CAVL du 16 mai 2018, tandis que le service JVL se chargera de récupérer tous les éléments qui seront utiles au traitement de cette demande de subvention.

Compte-tenu des compléments d'informations exposés par les techniciens lors de la CAVL du 16 mai 2018, les membres de la commission ont décidé de réfléchir à des actions qui seraient menées par la Commune conjointement avec les associations environnementales (dont Tamarii Pointe des Pêcheurs) pour le développement et la gestion du littoral. Des réunions de travail avec les différentes parties prenantes auraient été à prévoir avec les associations concernées.

Le 09 juillet 2018, suite aux relances de ces deux associations, une réunion de travail a été organisée avec le Maire et les services communaux concernés pour aborder les actions en lien avec les activités des associations et les projets de développement environnemental du littoral. Les 2 associations environnementales (Pae Pae No Te Ora et Tamarii Pointe des Pêcheurs) n'étaient pas conviées. 3 points sont ressortis de cette réunion :

1. Au vu du plan de charge et des missions des services SDE et SJVL, aucun service ne pourra accompagner les 2 associations dans la réalisation des actions qui devront être définies par la commune pour le second semestre.
2. La commune de Punaauia étant exemplaire en termes de développement durable et de préservation de l'espace maritime, la commune a tout intérêt à les accompagner dans la réalisation de leurs actions et de leurs projets. Et l'accompagnement financier à travers une subvention communale serait la solution adéquate.
3. Pour 2019 et au vu des ambitions qui ne cessent d'augmenter d'année en année chez les dirigeants des 2 associations, la commune devrait les sensibiliser pour réduire la voilure de leurs actions.

Traitement de la demande par la Commission des Affaires Administratives

Pour l'année 2018, l'association a pour projet de développer ses activités auprès du public et des écoles à travers les actions suivantes :

1. Animation et entretien du sentier pédagogique sous-marin ;
2. Organisation d'un concours « Eco-collège » ;
3. Dépenses liées à l'utilisation du bateau (essence, matériel ...) ;
4. Communication, sensibilisation et information sur le site du PK 18 ;
5. Intervention et sensibilisation dans les écoles ;
6. Dépenses de fonctionnement.

Pour la réalisation de ses projets, l'association sollicite une subvention communale de 3 420 861 F CFP, ce qui représente 73% du budget prévisionnel total de l'association qui s'élève à 4 669 920 F CFP.

Pour mémoire, les subventions communales versées à l'association pour 2016 et 2017 sont respectivement de 1 500 800 F CFP et de 1 800 000 F CFP.

Les membres de la Commission des Affaires Administratives (CAA) réunis en date du 08 août 2018 ont accepté de bien vouloir déroger à titre très exceptionnel au principe énoncé dans la délibération n° 57/2016 du 18 mai 2016 article 4, à savoir « Les membres de la Commission Animation et Vie Locale examinent les demandes de subvention éligibles et donnent un avis ». Ainsi, les membres de la CAA ont décidé d'examiner la demande de subvention de l'association et ont émis un avis favorable à l'octroi d'une subvention à hauteur de 1 000 000 F CFP pour la réalisation de l'ensemble des projets cités précédemment.

Madame Tatiana DUBOIS procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU soumet le projet de délibération au débat.

INTERVENTION :

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	30
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 130/2018 du 23 août 2018 a été adoptée à l'unanimité.

▪ ***Projet de délibération n° 131/2018 du 23 août 2018 attribuant une subvention à l'association TAMARII POINTE DES PECHEURS pour l'année 2018***

Fondée le 05 avril 2008, l'association Tamarii Pointe des Pêcheurs, présidée par Madame Tilda TEHARURU, a pour but la protection de l'environnement à travers :

- La réhabilitation du lagon et la réimplantation des mollusques, poissons et coraux ;
- Le nettoyage du littoral et du lagon ;
- La mise en place d'activités liées à la bonne santé des coraux ;
- La promotion des activités de la mer telles que le surf, la va'a, la pêche de loisir et autres ;
- L'application par les autorités compétentes des lois existantes en matière de pollution, de nuisances sonores et de divagation des chiens dangereux.

Bien que le domaine d'intervention privilégié de l'association se situe à la pointe des pêcheurs, elle participe dès qu'elle le peut à l'ensemble des projets environnementaux qui sont mis en place sur la Commune de Punaauia et sur le territoire polynésien.

En 2017, l'association a subi des actes de vandalisme sur ses installations de boutures de coraux. Malgré cela, elle a réussi à sensibiliser plus de 1000 personnes à travers la mise en place d'ateliers éco citoyen sur le site de la pointe des pêcheurs.

Contextualisation de la demande

La demande de subvention n'a pas été examinée par les membres de la Commission Animation et Vie Locale (CAVL) du 11 avril 2018 en raison d'un dossier incomplet et du renouvellement des membres du bureau de l'association au début du mois de mai 2018.

Présentée à la CAVL du 16 mai 2018, les membres de la commission ont décidé de réfléchir à des actions qui seraient menées par la Commune conjointement avec les associations environnementales (dont Pae Pae No Te Ora) pour le développement et la gestion du littoral. Des réunions de travail avec les différentes parties prenantes auraient été à prévoir avec les associations concernées.

Le 09 juillet 2018, suite aux relances de ces deux associations, une réunion de travail a été organisée avec le Maire et les services communaux concernés pour aborder les actions en lien avec les activités des associations et les projets de développement environnemental du littoral. Les 2 associations environnementales (Pae Pae No Te Ora et Tamarii Pointe des Pêcheurs) n'étaient pas conviées. 3 points sont ressortis de cette réunion :

1. Au vu du plan de charge et des missions des services SDE et SJVL, aucun service ne pourra accompagner les 2 associations dans la réalisation des actions qui devront être définies par la commune pour le second semestre.
2. La commune de Punaauia étant exemplaire en termes de développement durable et de préservation de l'espace maritime, la commune a tout intérêt à les accompagner dans la réalisation de leurs actions et de leurs projets. Et l'accompagnement financier à travers une subvention communale serait la solution adéquate.
3. Pour 2019 et au vu des ambitions qui ne cessent d'augmenter d'année en année chez les dirigeants des 2 associations, la commune devrait les sensibiliser pour réduire la voilure de leurs actions.

Traitement de la demande par la Commission des Affaires Administratives

Pour l'année 2018, l'association souhaite maintenir et poursuivre ses activités et sollicite donc une subvention communale de 1 500 000 F CFP, ce qui représente 72% du coût total de leurs projets (2 077 200 F CFP) qui sont les suivants :

- 1- Maintien et développement des activités éco-citoyennes ;
- 2- Entretien et parrainage des boutures de coraux ;

Pour mémoire, les subventions communales versées à l'association pour 2016 et 2017 sont respectivement de 1 000 000 F CFP et de 1 500 000 F CFP.

Les membres de la Commission des Affaires Administratives (CAA) réunis en date du 08 août 2018 ont accepté de bien vouloir déroger à titre très exceptionnel au principe énoncé dans la délibération n° 57/2016 du 18 mai 2016 article 4, à savoir « *Les membres de la Commission Animation et Vie Locale examinent les demandes de subvention éligibles et donnent un avis* ».

Ainsi, les membres de la CAA ont décidé d'examiner la demande de subvention de l'association et ont émis un avis favorable à l'octroi d'une subvention à hauteur de 1 000 000 F CFP pour la réalisation de l'ensemble des projets cités précédemment.

Madame Tatiana DUBOIS procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

INTERVENTION :

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	30
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 131/2018 du 23 août 2018 a été adoptée à l'unanimité.

III. AFFAIRES ADMINISTRATIVES

▪ **ACTION COFINANCEES PAR LE SYNDICAT MIXTE DU CONTRAT DE VILLE**

La procuration de madame Patricia TERIITERAAHAUMEA a été déposée au secrétariat du conseil municipal.

▪ **Projet de délibération n°132/2018 du 23 août 2018 approuvant le projet, le plan de financement et autorisant le Maire à signer la convention de financement de « Outumaoro, Cap sur le développement »**

Discuté à l'occasion du débat d'orientation budgétaire de 2018, le projet « OUTUMAORO, Cap sur le développement » consiste à réaliser un diagnostic en marchant sur la thématique « Développement économique, Emploi & Insertion ». Il s'agit principalement de sillonner les quartiers de ce secteur afin de cibler et recenser les demandeurs d'emploi.

Les objectifs sont multiples et portent notamment sur le fait de :

- Disposer d'une liste exhaustive et à jour des demandeurs d'emploi de ce secteur ;
- Accompagner et orienter de manière plus ciblée grâce au partenariat des acteurs économiques
- Augmenter les atouts d'employabilité par la mise à jour des formalités administratives.

Les acteurs de proximité seront également associés à ce projet (Job ambassadeur, référent de quartier, membre associatif, avec le soutien des élus municipaux), et un questionnaire traduit en 2 langues (français & tahitien) sera l'outil méthodologique sur lequel se basera le diagnostic.

Un programme d'actions sera déployé en partenariat avec le pôle emploi « PU OHIPA » et les institutions compétentes, en fonction des aspirations professionnelles du public ciblé. Une prise en charge de 50 bénéficiaires permettra de définir un projet professionnel individualisé à court et moyen terme.

Le démarrage de l'opération est prévu dès le mois de septembre et se poursuivra jusqu'au mois de décembre 2018.

Le rattachement au plan stratégique communal

PLAN DIRECTEUR PUNAAUIA 2020

Axe stratégique I : Pour un développement durable respectueux des besoins essentiels de tous les administrés

Objectif 1 : Encourager l'emploi et l'insertion économique

Action 3 : Participer à la qualification des demandeurs

Mesure 1 : Recherche d'une formation adaptée à un projet professionnel

ORIENTATIONS STRATEGIQUES RENOUVELE DE LA POLITIQUE DE LA VILLE DE PUNAAUIA

Pilier : Le développement économique et l'emploi

Enjeu : Renforcement de la formation et de l'accompagnement, individuel ou collectif, des demandeurs d'emploi

Le plan de financement

Pour l'organisation de cette action, le plan de financement se présente comme suit :

OUTUMAORO, CAP SUR LE DEVELOPPEMENT		
BAILLEURS DE FONDS	MONTANT EN CFP TTC	
Contrat de Ville	399 872	80%
Commune	99 968	20%

TOTAL	499 840	100%
-------	---------	------

Les membres de la Commission des Affaires Administratives réunis en date du 8 août 2018 ont émis un avis favorable.

Monsieur Georges DOOM procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

PAS DE DEBAT

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	31
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 132/2018 du 23 août 2018 a été adoptée à l'unanimité.

- ***Projet de délibération n° 133/2018 du 23 août 2018 modifiant la délibération n° 113/2018 du 31 mai 2018 approuvant le projet, le plan de financement et autorisant le Maire à signer la convention de financement relative au projet « Fenua Food Life » 2018.***

Le projet « Fenua Food Life » est une version revisitée de l'atelier cuisine (reconduit depuis 2012). C'est une action sur les préventions à la santé permettant à des personnes (homme ou femme) issus des quartiers prioritaires, d'acquérir des connaissances et un savoir-faire en matière d'alimentation équilibrée et d'hygiène. Encadrés par des professionnels, les stagiaires seront sensibilisés sur l'importance d'une alimentation équilibrée et d'une santé physique saine.

La nouveauté est l'intervention d'un coach sportif qui mettra en place des ateliers de sensibilisation et d'accompagnement personnel d'activités physiques adaptées. L'objectif étant de sensibiliser les stagiaires sur l'importance de pratiquer une activité sportive adaptée.

Les bénéficiaires seront sélectionnés selon leurs capacités à être assidus. Ils sont entre dix et douze hommes ou femmes avec de faibles revenus, en charge d'un foyer, âgés d'au moins 16 ans et issus des quartiers prioritaires de Punaauia.

Ces ateliers seront réalisés au Centre des Jeunes Adultes de OUTUMAORO sur une période de deux mois (juillet et août), avec des visites de terrain.

La finalité de cette action est de contribuer au changement des habitudes alimentaires : manger de manière plus saine n'étant pas forcément plus cher pour le budget familial.

Les bénéficiaires seront notés sur leurs connaissances et leurs progressions. A l'issue de cette formation, une attestation et un cadeau (un fait-tout ou autre) leur seront remis.

Rattachement au plan stratégique communal

PLAN DIRECTEUR PUNAAUIA 2020

Axe stratégique I : Pour un développement durable respectueux des besoins essentiels de tous les administrés.

Objectif 3 : Accompagner l'épanouissement des familles.

Action 3 : Mettre en place des dispositifs d'accompagnement de proximité.

Mesure 3 : Mise en place d'ateliers sur l'intendance familiale, l'hygiène et les modes de vie sains.

Ce projet a déjà fait l'objet d'une validation au conseil municipal du 31 mai 2018 mais nécessite une modification relative à la répartition du cofinancement « Appel à projet santé Contrat de Ville/CPS » initialement prévu à 90% mais finalement validé à 75%.

Le nouveau plan de financement se décline désormais comme suit :

FENUA FOOD LIFE 2018		
BAILLEURS DE FONDS	MONTANT EN CFP	
Appel à projet santé - Contrat de Ville / CPS	900 000	75%
Commune	300 000	25%
TOTAL	1 200 000	100%

Monsieur Georges DOOM procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

PAS DE DEBAT

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	31
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 133/2018 du 23 août 2018 a été adoptée à l'unanimité.

- **Projet de délibération n°134/2018 du 23 août 2018 approuvant le projet, le plan de cofinancement et autorisant le Maire à signer la convention de financement pour l'action « Ta'urua No Punaauia 2018 »**

En 2017, la Commune, en partenariat avec l'association HINEMANEA PROJECT, a lancé la première édition du TA'URUA NO PUNAAUIA qui malgré des conditions d'organisation difficiles (coordination générale et mauvais temps), a rencontré un vif succès auprès des jeunes de PUNAAUIA et de tous ses quartiers qui sont venus nombreux pour y participer.

Pour cet évènement, la Commune a été divisée en 5 zones géographiques afin de pouvoir accueillir sur scène cinq groupes de danse et chant traditionnel qui ont rassemblé enfants, jeunes, adultes, parents et « MATAHIPO » autour d'une activité culturelle destinée non seulement aux quartiers prioritaires de Punaauia mais également à l'ensemble de ses administrés. Pendant plus de deux mois et demi, le TA'URUA NO PUNAAUIA a mobilisé plus de 310 danseurs(es), chanteurs(es) et musiciens(es), (bénévoles, costumiers et autres n'étant pas comptabilisés).

Pour l'année 2018, la Commune de PUNAAUIA souhaite rééditer cette manifestation et mettre ainsi à l'honneur le patrimoine culturel de la Commune au travers du chant et de la danse.

L'objectif général du projet pour 2018 est de favoriser la cohésion sociale dans les quartiers de PUNAAUIA avec comme outil la culture et les savoirs traditionnels.

Les objectifs spécifiques poursuivis sont de :

1. Privilégier les échanges culturels entre générations ;

2. Transmettre le goût de la culture et des savoirs traditionnels aux plus jeunes générations ;
3. Transmettre des valeurs liées au respect de la collectivité ;
4. Permettre aux jeunes, associations et référents de quartiers de s'approprier le patrimoine culturel de la Commune et le valoriser par la même occasion auprès de la population ;
5. Valoriser les acteurs et référents culturels de la Commune ;
6. Développer et encourager la mixité sociale dans les activités proposées ;

Le rattachement au plan stratégique communal

PLAN DIRECTEUR PUNAAUIA 2020

Axe stratégique I : Pour un développement durable respectueux des besoins essentiels de tous les administrés

Objectif 4 : Encourager l'esprit citoyen et le vivre ensemble

Action 1 : Agir ensemble dans nos quartiers

Mesure 5 : Promotion de la relation intergénérationnelle par des manifestations sportives, culturelles et éducatives de quartier

Action 3 : Contribuer à la transmission des savoirs traditionnels

Mesure 5 : Organisation de journée du patrimoine

ORIENTATIONS STRATEGIQUES RENOUVELEE DE LA POLITIQUE DE LA VILLE DE PUNAAUIA

Pilier : La cohésion sociale

Enjeu : Promotion du lien social dans le quartier

Objectif : Mettre en place des actions culturelles associant les enfants, les jeunes et les « Matahiapo ».

Le plan de financement

Les membres de la Commission des Affaires Administratives ont souhaité augmenter l'enveloppe destinée en grande partie au financement des costumes, des accessoires, etc. de chaque groupe des cinq zones. Ainsi, l'enveloppe de 200 000 F CFP par zone initialement prévue sera réévaluée à 350 000 F CFP.

Pour l'organisation de cette opération, le plan de financement se présente comme suit :

TA'URUA NO PUNAAUIA		
BAILLEURS DE FONDS	MONTANT EN CFP TTC	
Contrat de Ville	1 235 000	34.4%
Commune	2 352 000	65.6%
TOTAL	3 587 000	100%

Les membres de la Commission des Affaires Administratives réunis en date du 08 août 2018 ont émis un avis favorable.

Monsieur Georges DOOM procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

PAS DE DEBAT

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	31
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 134/2018 du 23 août 2018 a été adoptée à l'unanimité.

▪ ACTION PUBLIQUE LOCALE

- ***Projet de délibération n° 135/2018 du 23 août 2018 acceptant la prise en charge du projet « Mise en place du Conseil Junior ».***

L'un des objectifs de la mandature est de pouvoir encourager les initiatives citoyennes. La mise en place de Conseils junior, par le biais des écoles de la commune, permettrait de développer dès le plus jeune âge toutes les bonnes idées en faveur de la collectivité en vue de son amélioration.

Pour le lancement de ce tout nouveau projet, deux écoles élémentaires de PUNAAUIA ont été retenues : PUNAVAI Plaine et MANOTAHU. Il s'adressera essentiellement aux classes de CM2 (2 classes par école), car ils suivent déjà, dans le cadre de leur année scolaire, un enseignement moral et civique.

En amont de la création de ces deux conseils juniors (1 par école), tout un travail sera mis en place avec les classes volontaires. En effet, des séances d'ateliers seront programmés avec l'aide d'un formateur spécialisé afin de faciliter et de

préparer la constitution de ces conseils juniors. Ce formateur aura pour rôle également d'animer, de permettre un débat autour de la citoyenneté mais aussi de donner toutes les clés pour faire vivre ces conseils juniors et leur permettre ensuite de suivre le(s) projet(s) arrêté(s).

Ce projet ne pourrait se faire sans un partenariat avec la circonscription pédagogique n° 8 qui accompagnera les équipes pédagogiques engagées dans cette action.

Pour le budget 2018, l'opération bénéficie d'une enveloppe de 600 000 F CFP.

Rattachement au plan stratégique communal

Axe stratégique I : Pour un développement durable respectueux des besoins essentiels de tous les administrés

Objectif 2 : Mener des actions éducatives complémentaires destinés aux enfants et aux jeunes

Action 2 : Encourager des initiatives citoyennes associant les enfants

Mesure 1 : Mettre en place un Conseil Junior

Monsieur Jean-Pierre CHING procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

PAS DE DEBAT

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	31
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 135/2018 du 23 août 2018 a été adoptée à l'unanimité.

- ***Projet de délibération n° 136/2018 du 23 août 2018 acceptant la prise en charge de l'action « Mon beau sapin 2018 ».***

Depuis plusieurs années maintenant, l'action « Mon beau sapin » est devenu un rendez-vous incontournable pour les écoles de la commune. Elle est généralement l'opération qui ouvre les festivités de fin d'année de Punaauia.

L'ensemble des écoles primaires de la commune, ainsi que le Centre des Jeunes Adolescents de Outumaoro et l'une des classes du Collège de Punaauia participent en confectionnant et en décorant des sapins de Noël sur une thématique conjointement définie et qui se renouvelle chaque année.

Cet événement se déroule sur une période de 3 jours avec une clôture festive le dernier jour selon le programme suivant :

- 26 novembre 2018 installation des sapins par les enfants de 8h à 11h.
- 27 novembre 2018 décoration par le PES.
- 28 novembre 2018 matinée récréative et remise des lots de 8h à 11h.

Chaque établissement présentera une classe de 30 élèves maximum soit environ 300 enfants ciblés par l'action.

Le thème retenu pour cette année 2018 est « 2018 : année du patrimoine ».

Pour le budget 2018, cette opération bénéficie d'une enveloppe de 1 890 000 F CFP.

Rattachement au plan stratégique communal

Objectif stratégique II : Mener des actions éducatives complémentaires destinées aux enfants et aux jeunes

Action 1 : Offrir un environnement éducatif favorable aux enfants (0 à 12 ans)

Mesure 1 : Soutien à l'amélioration des conditions de scolarisation et de scolarité

Monsieur Jean-Pierre CHING procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

PAS DE DEBAT

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	31
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 136/2018 du 23 août 2018 a été adoptée à l'unanimité

- **Projet de délibération n° 137/2018 acceptant la prise en charge de l'action « Accompagnement à la scolarité 2018 ».**

L'action consiste en la mise en place d'un dispositif d'accompagnement à la scolarité qui se définit par l'ensemble des actions visant à offrir, à côté de l'école, l'appui et les ressources dont les enfants ont besoin pour réussir leur scolarité, appui dont ils ne bénéficient pas toujours dans leur environnement familial et/ou social (charte nationale de l'accompagnement à la scolarité).

Six établissements scolaires de la Commune s'inscrivent dans ce dispositif chaque année.

Le dispositif était précédemment porté par le CPCV (Comité Polynésien des Centres de vacances) qui percevait une subvention communale et un financement du Syndicat Mixte du Contrat de Ville à hauteur de 50%.

Cependant, le nouveau code des marchés polynésiens nous contraint à passer un marché avec la définition d'un cahier des charges et mise en concurrence.

L'Equipe de la Commande Publique préconise, au regard des délais, de passer un marché par appel d'offre sur l'année civile 2019.

Pour le dernier semestre de 2018, cette opération bénéficie d'une enveloppe de 10 MF CFP.

Rattachement au plan stratégique communal

Objectif stratégique II : Mener des actions éducatives complémentaires destinées aux enfants et aux jeunes

Action 1 : Offrir un environnement éducatif favorable aux enfants (0 à 12 ans)

Mesure 1 : Soutien à l'amélioration des conditions de scolarisation et de scolarité

Monsieur Jean-Pierre CHING procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

PAS DE DEBAT

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	31
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 137/2018 du 23 août 2018 a été adoptée à l'unanimité

B. FINANCES

- ***Projet de délibération n° 138/2018 du 23 août 2018 autorisant la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) à prendre en consignation des fonds dans le cadre de l'acquisition de l'ancien bâtiment « Géant Casino » par préemption à la suite de son adjudication judiciaire***

I. Contexte

Dans le cadre de la liquidation de la société CIPE, le bâtiment de l'ancien magasin GEANT CASINO et le foncier sur lequel ce dernier est implanté ont été vendus suite à une adjudication publique lors de l'audience d'adjudication du 7 mars 2018.

La commune a participé à ces enchères mais sa dernière offre de quatre cent cinquante millions de francs pacifique (450 MF CFP) ne lui a pas permis d'emporter les enchères, M. Félix LAI ayant déposé une offre d'un montant supérieur s'élevant à quatre cent soixante millions de francs pacifique (460 MF CFP).

Toutefois, la commune a exercé son droit de préemption par arrêté n° 74/2018 du 22 mars 2018, notifié à la greffière du Tribunal d'Instance de PAPEETE le 3 avril 2018, conformément au dernier alinéa de l'article D 131-11 du code de l'aménagement qui prévoit que « Le titulaire du droit de préemption dispose d'un délai de trente jours, à compter de l'adjudication, pour informer le greffier ou le notaire de sa décision de se substituer à l'adjudicataire. Cette décision est notifiée par lettre recommandée avec avis de réception. L'ampliation notifiée, jointe à l'acte d'adjudication ou au jugement, est publiée au bureau des hypothèques en même temps que celui-ci. La substitution intervient au prix de la dernière enchère ou de la surenchère. »

L'exercice de ce droit de préemption a fait l'objet d'une contestation contentieuse devant le juge judiciaire, d'une contestation contentieuse devant le juge administratif et d'un recours précontentieux en rétrocession.

II. Présentation et objectifs du projet de délibération

Concernant la contestation devant le juge judiciaire, cette dernière a été formulée par Maître BOUMBA, l'avocat chargé par le liquidateur judiciaire de la société CIPE d'organiser la procédure d'adjudication.

Celui-ci conteste la légalité de l'arrêté de préemption au motif que ce dernier ne prévoit ni le paiement de ses frais d'honoraires ni le paiement des frais d'honoraires de l'avocat Maître OUTIN, qui représente M. Félix LAI, pour un montant total de 6 937 500 F CFP.

Il demande par conséquent soit l'annulation de l'arrêté de préemption, soit l'obligation pour la commune de régler ces frais d'honoraires.

En effet, ce montant n'a pas été communiqué à l'avocat de la Commune par le greffe du tribunal d'Instance et n'a par conséquent pas été mentionné dans l'arrêté de préemption.

En principe, le juge judiciaire n'est pas compétent pour statuer sur la légalité d'un arrêté de préemption, il peut juste constater l'inexistence de cet arrêté dans l'hypothèse où ce dernier n'aurait pas été notifié au greffe dans les délais

réglementaires, ce qui n'est pas le cas en l'espèce, soit obliger la commune à verser l'ensemble des frais de l'adjudication en sus du prix principal.

Pour ce premier contentieux, l'objectif de la présente délibération qui est soumis à votre approbation est, en consignat l'intégralité des crédits votés pour l'acquisition de ce bâtiment à la caisse des dépôts et consignation, de montrer la bonne foi de la Commune et de sa capacité financière à régler l'intégralité des sommes nécessaires à cette acquisition.

Le second contentieux concerne une demande en annulation de cet arrêté devant le tribunal administratif de PAPEETE formulée par M. Félix LAI, représenté par Maître OUTIN.

Pour ce contentieux, l'objectif de la présente délibération est également de prouver la bonne foi de la Commune, un des motifs de la demande d'annulation concernant l'absence de mention des honoraires d'avocat sur l'arrêté de préemption.

Enfin, M. Félix LAI a transmis une demande en rétrocession de ce foncier à la Commune, en se fondant sur l'article D 131-19 qui prévoit qu' « En l'absence de paiement ou, s'il y a obstacle au paiement, de la consignation de la somme due, à l'expiration du délai de trois mois prévu à l'article D.131-18, le préempteur est tenu, sur la demande du propriétaire, de lui rétrocéder le bien acquis par voie de préemption. Le propriétaire peut alors aliéner librement le bien rétrocédé ».

Il appert que cet article n'est en principe pas applicable pour l'exercice du droit de préemption dans le cadre d'une adjudication.

En effet, outre le fait que M. Félix LAI n'a jamais été propriétaire de cet immeuble, l'article 10 du cahier des charges d'adjudication précisant bien que « l'acquéreur sera propriétaire par le seul effet de la vente sauf exercice du droit de préemption », le délai de trois mois mentionné commence à courir à compter de la signature de l'acte notarié.

Or, dans le cadre d'une adjudication, il n'y a pas de signature d'un acte notarié, puisque c'est le jugement d'adjudication qui vaut transfert de propriété.

C'est la raison pour laquelle, dans le code de l'urbanisme métropolitain, l'article L 213-14 a précisé le délai de paiement en cas d'adjudication, en mentionnant :

qu'« En cas d'acquisition d'un bien par voie de préemption, le prix du bien devra être réglé par le titulaire du droit de préemption dans les six mois qui suivent soit la décision d'acquérir le bien au prix indiqué par le vendeur ou accepté par lui, soit la décision définitive de la juridiction compétente en matière d'expropriation, soit la date de l'acte ou du jugement d'adjudication.

En l'absence de paiement ou, s'il y a obstacle au paiement, de consignation de la somme due à l'expiration du délai prévu à l'alinéa précédent, le titulaire du droit de préemption est tenu, sur demande de l'ancien propriétaire, de lui rétrocéder le bien acquis par voie de préemption. »

Toutefois, même en l'absence d'une telle précision dans le code de l'aménagement, il est préférable de consigner dès à présent les sommes

nécessaires au paiement du prix de vente, le juge pouvant toujours estimer que l'administration devait consigner ces sommes dans un délai raisonnable.

Afin d'éviter que le montant consigné soit insuffisant en raison notamment des différents frais contentieux, il est préférable de consigner une somme correspondant à l'intégralité des crédits budgétaires votés pour cette opération, soit 525 MF CFP.

Le 8 août 2018, la commission des ressources a émis un avis favorable à l'unanimité à ce projet de consignation des sommes nécessaires à l'acquisition de l'ancien magasin Géant Casino.

Monsieur Aitu POMARE POMMIER procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

PAS DE DEBAT

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	31
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 138/2018 du 23 août 2018 a été adoptée à l'unanimité

▪ **Projet de délibération n° 139/2018 du 23 août 2018 portant modifications du budget principal de l'exercice 2018**

Dans le cadre de la gestion des finances communales, le conseil municipal a adopté par délibérations n° 21/2018, n° 22/2018 et n° 24/2018 du 23 mars 2018, le budget principal ainsi que les budgets annexes de la restauration scolaire et de l'eau potable au titre de l'exercice 2018.

Pour mémoire le budget principal, après une première modification budgétaire par délibération n° 103/2018 du 23 mars 2018 s'élève à sept milliards cent quatre-vingt-neuf millions deux cent trente-six mille trois cent quatorze francs CFP (7 189 236 314 F CFP).

Quant aux budgets annexes de l'Eau potable et de la Restauration scolaire, ils s'élèvent respectivement à un milliard vingt-trois millions deux cent quatre-vingt-seize mille quatre cent cinquante-neuf francs (1 023 296 459 F CFP) et cent vingt et un million quarante-quatre mille trois cents francs (121 044 300 F CFP).

La Commission des ressources, réunie le 08 août dernier a examiné les propositions de modifications des budgets Principal, annexes de l'Eau et de la Restauration scolaire de l'exercice 2018.

Ses membres ont retenu les modifications ci-dessous pour être apportées à chacun des budgets de la section de fonctionnement et d'investissement en recettes comme en dépenses.

I. AU BUDGET PRINCIPAL

En dépenses de fonctionnement

Un transfert de crédit d'un montant de 8 M F CFP sera effectué du chapitre 022 « dépenses imprévues » vers les chapitres 011 « Charges à caractère général », 65 « autres charges de gestion courante » et 67 « autres charges exceptionnelles » afin d'abonder les comptes :

- 60632 « Fournitures de petit équipement » pour 750 000 F CFP et 6718 « autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion » pour 250 000 F CFP afin de compléter à 3,587 MF CFP l'enveloppe dédiée à l'organisation du « Taurua no Punaauia 2018 » ;
- 657364 « subventions de fonctionnement versées aux organismes à caractère industriel et commercial » : 5 MF CFP de subventions d'équilibre au budget annexe de l'eau dans l'obligation de faire face à une dépenses imprévue ;
- 6574 « subventions de fonctionnement versées aux associations » à hauteur de 2 MF CFP au titre des subventions communales à accorder aux associations Pae Pae No Te Ora qui porte l'activité « sentier pédagogique sous-marin » et Tamarii Pointe des Pêcheurs pour son opération « bouturage des coraux de lagon » pour 1 MF chacune ;

SECTION DE FONCTIONNEMENT						
Chapitre	Article	Libellé	DEPENSES		RECETTES	
Opérations réelles			En -	En +	En -	En +
011	Charges à caractère général		0	750 000	0	0
	60632	Fournitures de petit équipement		750 000		
65	Autres charges de gestion courante		0	7 000 000	0	0
	657364	Subventions de fonctionnement versées aux organismes à caractère industriel et commercial		5 000 000		
	6574	Subventions de fonctionnement versées aux associations et aux organismes de droit privé		2 000 000		
67	Charges exceptionnelles		0	250 000	0	0
	6718	Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion		250 000		
022	Dépenses imprévues		8 000 000	0	0	0
	022	Dépenses imprévues	8 000 000			
sous-total opérations réelles SF			8 000 000	8 000 000	0	0
Opérations d'ordre			En -	En +	En -	En +
042	Opération d'ordre de transfert entre sections		0	0	0	0
023	Virement à la section d'investissement		0	0	0	0
sous-total opérations d'ordre SF			0	0	0	0
Total op. réelles + op. d'ordre SF			8 000 000	8 000 000	0	0
		+ ou -	0		0	

En dépenses et recettes d'investissement

Il y a lieu de procéder à l'inscription de crédits pour 525 MF CFP en dépenses comme en recettes au compte 275 « Dépôts et cautionnement versées », afin de finaliser l'acquisition de l'ancien immeuble « Géant Casino » que la Commune a préempté à la suite d'une adjudication judiciaire. Cette opération nécessite la consignation des fonds correspondants à la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) via la Trésorerie des Iles du vent, en garantie financière.

SECTION D'INVESTISSEMENT						
Chapitre	Article	Libellé	DEPENSES		RECETTES	
Opérations réelles			En -	En +	En -	En +
27		Autres immobilisations financières	0	525 000 000	0	525 000 000
	275	Dépôts et cautionnements versés		525 000 000		525 000 000
<i>sous-total opérations réelles SI</i>			0	525 000 000	0	525 000 000
Opérations d'ordre			En -	En +	En -	En +
040		Opération d'ordre de transfert entre sections	0	0	0	0
021		Virement de la section de fonctionnement	0	0	0	0
<i>sous-total opérations d'ordre SI</i>			0	0	0	0
Total op. réelles + op. d'ordre SI			0	525 000 000	0	525 000 000
		+ ou -	525 000 000		525 000 000	

II. AU BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE

En dépenses et recettes de fonctionnement

Une recette d'un montant de 5 MF CFP consécutive à une facturation établie à partir d'un compteur d'eau défaillant, doit être annulée. Pour corriger cette opération, il convient d'abonder à la fois le compte de dépenses 673 « titres annulés sur exercices antérieurs » et le compte de recette 774 « produits exceptionnels ».

En conséquence, la modification budgétaire préconisée conduit à une augmentation exceptionnelle de la subvention d'équilibre versée au titre de l'exercice 2018 du budget principal au budget annexe. La difficulté rencontrée pour financer l'exploitation du budget de l'eau compte tenu de la nécessité de faire face à cette dépense imprévue, explique cette décision.

SECTION DE FONCTIONNEMENT						
Chapitre	Article	Libellé	DEPENSES		RECETTES	
Opérations réelles			En -	En +	En -	En +
77	Produits exceptionnels		0	0	0	5 000 000
	774	Subventions exceptionnelles				5 000 000
67	Charges exceptionnelles		0	5 000 000	0	0
	673	Titres annulés sur exercices antérieurs		5 000 000		
sous-total opérations réelles SF			0	5 000 000	0	5 000 000
Opérations d'ordre			En -	En +	En -	En +
042	Opération d'ordre de transfert entre sections		0	0	0	0
023	Virement à la section d'investissement		0	0	0	0
sous-total opérations d'ordre SF			0	0	0	0
Total op. réelles + op. d'ordre SF			0	5 000 000	0	5 000 000
		+ ou -	5 000 000		5 000 000	

III. AU BUDGET ANNEXE DE LA RESTAURATION SCOLAIRE

En dépenses et recettes de fonctionnement

Le compte budgétaire 777 « quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat » en recette est revalorisé de 903 008 F CFP. Cette augmentation découle principalement d'une prévision budgétaire initiale de 243 792 F CFP au lieu de 1 146 800 F CFP afin de comptabiliser l'amortissement de la subvention d'équipement d'un montant de 5 734 000 F CFP versée par le budget principal en 2017.

Le poste frais d'électricité bénéficiera de cet ajustement pour le même montant.

SECTION DE FONCTIONNEMENT						
Chapitre	Article	Libellé	DEPENSES		RECETTES	
Opérations réelles			En -	En +	En -	En +
011	Charges à caractère général		0	903 008	0	0
	60612	Energie-Electricité		903 008		
sous-total opérations réelles SF			0	903 008	0	0
Opérations d'ordre			En -	En +	En -	En +
042	Opération d'ordre de transfert entre sections		0	0	0	903 008
	777	Quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat				903 008
sous-total opérations d'ordre SF			0	0	0	903 008
Total op. réelles + op. d'ordre SF			0	903 008	0	903 008
		+ ou -	903 008		903 008	

En dépenses d'investissement

Parallèlement à la modification budgétaire de la section de fonctionnement au compte 777 suscité, il y a lieu d'ajouter des crédits pour 903 008 F CFP en dépenses d'investissement sur la ligne 139148 « Subventions d'investissement transférées au compte de résultat » par un virement de crédits du compte 2188 « immobilisations corporelles » prévus pour l'acquisition d'équipements de cuisine.

SECTION D'INVESTISSEMENT					
Chapitre	Article	Libellé	DEPENSES		RECETTES
Opérations réelles			En -	En +	En - En +
21	Immobilisations corporelles		903 008	0	0 0
	2188	Autres immobilisations corporelles	903 008		
sous-total opérations réelles SI			903 008	0	0 0
Opérations d'ordre			En -	En +	En - En +
040	Opération d'ordre de transfert entre sections		0	903 008	0 0
	139148	Subventions d'investissement transférées au compte de résultat		903 008	
sous-total opérations d'ordre SI			0	903 008	0 0
Total op. réelles + op. d'ordre SI			903 008	903 008	0 0
+ ou -			0		0

Au vu de ces éléments et conformément à l'avis favorable de la commission des ressources et affaires administratives réunies le 08 août dernier, il vous est proposé de bien vouloir adopter les modifications budgétaires pour les budgets examinés.

Monsieur Aitu POMARE POMMIER procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

PAS DE DEBAT

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	31
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 139/2018 du 23 août 2018 a été adoptée à l'unanimité

- ***Projet de délibération n° 140/2018 du 23 août 2018 modifiant la délibération n° 25/2018 du 23 mars 2018 approuvant la participation transitoire du budget***

principal de la Commune au financement du service de l'eau potable pour l'exercice 2018

Monsieur Aitu POMARE POMMIER procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

PAS DE DEBAT

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	31
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 140/2018 du 23 août 2018 a été adoptée à l'unanimité

▪ ***Projet de délibération n° 141/2018 du 23 août 2018 portant modifications du budget annexe de l'eau potable de l'exercice 2018***

Monsieur Aitu POMARE POMMIER procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

PAS DE DEBAT

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	31
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 141/2018 du 23 août 2018 a été adoptée à l'unanimité

▪ ***Projet de délibération n° 142/2018 du 23 août 2018 portant modifications du budget annexe de la restauration scolaire de l'exercice 2018***

Monsieur Aitu POMARE POMMIER procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

PAS DE DEBAT

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	31
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 142/2018 du 23 août 2018 a été adoptée à l'unanimité

▪ **Projet de délibération n° 143/2018 du 23 août 2018 prononçant l'admission en non-valeur des créances relatives à l'eau et aux ordures ménagères de la SARL AGRIFIRM**

Le Conseil municipal est appelé à se prononcer sur un montant d'admission en non-valeur de 367 507 F CFP, réparti à hauteur de 39 000 F CFP sur le budget principal, de 100 000 F CFP sur le budget annexe de l'eau et de 228 507 F CFP sur le budget annexe des déchets.

Il résulte de l'état récapitulatif établi par monsieur le Trésorier des Iles du Vent, des Australes et des Archipels, et des pièces produites à l'appui, que les créances de la Commune sur la SARL AGRIFIRM doivent être considérées comme irrécouvrables au motif que le Tribunal mixte de commerce de PAPEETE a prononcé la clôture de cette dernière pour insuffisance d'actif suivant jugement du 23 avril 2018.

Le tableau de non-valeurs dressé à l'égard de la SARL AGRIFIRM fait apparaître pour la Commune les sommes dues aux différents budgets communaux comme suit :

ANNEES	PRINCIPAL	EAU	DECHETS	TOTAL
2009	39 000			39 000
2011		9 000	30 000	39 000
2012		15 000	-	15 000
2013		10 000	27 332	37 332
2014		15 000	41 000	56 000
2015		15 000	41 000	56 000
2016		18 000	44 075	62 075
2017		18 000	45 100	63 100
TOTAL	39 000	100 000	228 507	367 507

Considérant le jugement du 23 avril 2018 du Tribunal mixte du Commerce de PAPEETE, la clôture avec insuffisance d'actif prononcée en faveur de la société suscitée entraîne l'effacement de sa dette. Il convient donc de constater cette perte et d'admettre en non-valeur la somme de 367 507 F CFP.

Sur le plan budgétaire, l'admission en non-valeur des dettes de la société se traduit par une charge de fonctionnement imputée au compte 654 « Pertes sur créances irrécouvrables » des budgets concernés.

Toutefois, il convient de rappeler qu'en 2016, la Commune a constitué une provision pour créances irrécouvrables en vue de prendre en charge les créances devenues irrécouvrables et admises en non-valeur par les délibérations n° 02/2016 pour le budget principal, 03/2016 pour le budget annexe des déchets et 04/2016 pour le budget annexe de l'eau, en date du 22 janvier 2016.

Afin de financer les charges induites par les pertes sur créances irrécouvrables, il est donc proposé d'effectuer une reprise partielle sur cette provision selon les budgets à hauteur de 367 507 F CFP. Cette reprise se traduit par une recette du même montant qui permet de financer en totalité les pertes sur créances irrécouvrables.

Les membres de la Commission des Ressources réunis en date du 8 août ont émis un avis favorable.

Monsieur Aitu POMARE POMMIER procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

PAS DE DEBAT

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	31
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 143/2018 du 23 août 2018 a été adoptée à l'unanimité

- ***Projet de délibération n° 144/2018 du 23 août 2018 portant modification de la délibération n° 51/99 du 24 juin 1999 instituant la taxe de séjour sur le territoire de la Commune de PUNAAUIA***

Pour mémoire, la réglementation relative à la taxe de séjour est définie par les articles L233-29 à L233-45 de l'ancien Code des Communes de Polynésie française, au chapitre III intitulé « Taxes, redevances ou versements autres que ceux prévus par le code général des impôts ».

Si le dispositif de la taxe de séjour a été déterminé en 1997, il faudra attendre l'année 1999 pour que la commune de Punaauia l'instaure sur son territoire par délibération n° 51/99 conformément à l'arrêté n° 66/MAC du 29 janvier 1997 pris par le Haut-commissaire.

Les tarifs de la taxe de séjour seront fonction d'un classement prévu suivant deux natures d'hébergements et fixés dans les limites admises par l'arrêté suscité en considérant un prix plancher et un prix plafond.

Le barème de la taxe tout comme la classification des catégories d'hébergements touristiques seront établis comme suit :

CATEGORIE D'HEBERGEMENT	BAREME PAR JOUR ET PAR PERSONNE	TARIFS ADOPTES
Hôtels classés, et tout autre établissement de caractéristiques équivalentes	DE 80 A 200 F CFP	150 F CFP
Etablissements non classés (pension de famille, location de bungalows, port de plaisance, terrains de camping et de caravanage, etc.), et tout autre établissement de caractéristiques équivalentes	DE 20 A 60 F CFP	50 F CFP

Le régime de taxation opté, sera celui de la taxe de séjour calculée « au réel », sur la fréquentation réelle des hébergements touristiques, c'est-à-dire par personne et par nuitée de séjour. Elle est alors redevable auprès de l'exploitant hôtelier qui la déclarera et reversera à la Commune tous les mois.

Ressource non négligeable, la taxe de séjour a rapporté à la Commune sur les quatre dernières années les recettes suivantes :

2014	2015	2016	2017
17 130 900 F CFP	16 771 850 F CFP	17 781 150 F CFP	17 468 850 F CFP

Par lettre en date du 28 mai 2018, le Service du tourisme nous informe que le Pays a procédé à une modernisation de la réglementation dédiée à l'hébergement touristique. En effet, définies il y a plus de 15 ans, les règles étaient devenues obsolètes.

Le nouveau cadre réglementaire, votée en mars dernier, a actualisé la classification des catégories d'hébergement en intégrant les nouveaux modes d'hébergement et des usages apparus ces dernières années, tel le « meublé de tourisme » souvent exploité via le site internet « AIRBNB ».

Désormais, les hébergements touristiques sont divisés en sept catégories : hôtels de tourisme international, pensions de famille, meublés de tourisme, auberges de jeunesse, terrains de camping, village de vacances et autres hébergements à vocation touristique.

En outre, le texte prévoit l'obligation de déclaration préalable de l'activité d'hébergement touristique auprès du service du tourisme mais également

l'obligation de déclaration de l'activité de location en meublé de tourisme auprès de la mairie où est situé le meublé.

Ce nouveau type d'hébergement, en plein essor en Polynésie – ils sont actuellement près de 300 meublés de tourisme sur notre territoire – requiert la mise en œuvre d'une procédure adaptée afin de nous permettre de les identifier et de rendre possible leur assujettissement à la taxe de séjour.

En vertu de ces dispositions nouvelles, il importe de procéder à la mise à jour de la classification de l'hébergement touristique pour étendre la taxe de séjour à ces nouvelles catégories d'hébergements proposés sans toutefois modifier les tarifs en vigueur ni les modalités de perception.

Les membres de la Commission des Ressources réunis en date du 8 août dernier ont émis un avis favorable à l'actualisation des catégories d'hébergement touristique ainsi qu'au maintien des tarifs pratiqués depuis leur application en 1999.

Monsieur Aitu POMARE POMMIER procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

INTERVENTION

Madame Bellinda BAMBRIDGE-RICHERD demande si un état statistique avait été réalisé sur la commune de PUNAAUIA concernant chaque type de logement.

Madame Vaea LEGALL répond qu'un répertoire des différents types de logements a été réalisé en partenariat avec le service du tourisme. Elle indique que la commune de Punaauia dispose de deux (2) grands hôtels, trente-cinq (35) pensions de familles et 293 logements AirBNB. Une procédure est en cours pour la collecte des taxes de séjours.

Madame BAMBRIDGE-RICHERD indique que dans le rapport de présentation, il est mentionné qu'ils ont 30 jours pour s'acquitter de cette taxe. Quel sera la procédure appliquée dans le cas où ils ne s'acquitteront pas de cette taxe.

Madame LEGALL répond que le délai de 30 jours concerne uniquement la catégorie 1 qui correspond aux hôtels. Pour les autres catégories, comme les AirBNB, ils devront faire une déclaration auprès de la régie tous les 10 du mois qui suit le trimestre concerné. Si le logement n'a pas été mis en location, une déclaration de zéro nuitée est nécessaire auprès de la régie, dans le cas contraire, la délibération de 1999 prévoit que la commune peut les taxer d'office selon la capacité maximale proposé à la location.

Madame BAMBRIDGE-RICHERD indique que les membres du conseil municipal viennent de voter un tableau avec des tarifs en augmentation.

Madame LEGALL, répond que la commission en charge de ce dossier n'avait pas souhaité revoir la tarification votée en 1999, donc les tarifs sont maintenus.

Madame BAMBRIDGE-RICHERD est déçue de comprendre que la tarification attribuée au domaine hôtelier n'ait pas été revue à la hausse, alors que la tarification des repas servis par la restauration scolaire a été augmentée. Elle trouve que les parents sont obligés de payer la cantine, et l'aide financière de la CPS qui s'élève à 90 francs, est dérisoire. Elle demande une révision de la situation et indique que la commune de PUNAAUIA devrait demander à la CPS de revoir à la hausse l'aide financière qu'elle attribue à la restauration scolaire.

Madame Layana ATAE souhaite que la tarification soit revue à la hausse, en augmentant de 80 F ou 100 F la taxe.

Monsieur LISSANT prend la parole et explique que selon les textes, la taxe doit être comprise entre 80 F et 200 F par jour et par personne. Lors de la commission des ressources, la décision a été prise de maintenir les tarifs en l'état et de rajouter la catégorie des meublés du tourisme. Il indique que le travail qui a été réalisé pour les meublés de tourisme est un gros travail. Il préconise d'avancer progressivement et de revoir les tarifs d'ici un an voir deux ans. Il informe que les autres communes appliquent la même tarification.

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	31
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 144/2018 du 23 août 2018 a été adoptée à l'unanimité

Observation :

La numérotation du projet de délibération n° 145/2018 du 23 août 2018 approuvant la délibération n° 6/2018 du 20 mars 2018 du Syndicat intercommunal TE OROPAA portant modification du statut dudit Syndicat a été modifiée. En effet lors de la télétransmission du projet de délibération un problème technique est survenu. A l'issue de cette modification le projet de délibération portera le n° 167/2018.

- ***Projet de délibération n° 167/2018 du 23 août 2018 approuvant la délibération n° 6/2018 du 20 mars 2018 du Syndicat intercommunal TE OROPAA portant modification du statut dudit Syndicat***

Par lettre n°12/2018/PDT/st du 27 mars 2018 du Syndicat intercommunal TE OROPAA réceptionnée au Secrétariat général de Punaauia le 1er juin 2018, la Commune a été notifiée pour avis de la décision de modification du statut dudit Syndicat.

I. Présentation de la modification du statut du Syndicat TE OROPAA projetée par le Comité syndical

Le statut du Syndicat dispose que son budget est principalement alimenté par les contributions financières des trois communes adhérentes qui sont calculées au débit d'eau potable desservi à chacune d'entre elles et prélevées directement sur le budget de chaque Commune.

Depuis sa création, les trois communes participent ainsi financièrement aux dépenses de fonctionnement du Syndicat. Charge ensuite au Syndicat de monter son budget annuel en fonctionnement et en investissement sur la base des versements perçus.

Validées en séance du Comité syndical le 20 mars dernier, les propositions de modifications du statut portent sur les modalités de répartition des contributions financières des Communes adhérentes aux frais de fonctionnement mais également aux frais d'investissement du Syndicat comme suit :

- d'une part, pour les « dépenses de fonctionnement selon un plan de répartition qui tiendra compte du débit d'eau potable reçu par chaque Commune » ;
- d'autre part, pour les « dépenses d'investissement selon un plan de répartition à part égale ».

L'objectif du Syndicat est d'élargir son champ de compétence à la gestion de ses investissements en envisageant la totalité de leurs financements à la charge des communes adhérentes et en fondant leurs participations sur le seul critère de clé de répartition à part égale.

II. Observations

Il résulte de ces dispositions statutaires proposées, un enjeu considérable expressément lié au mode de financement des dépenses d'investissement du Syndicat qui préconise d'appliquer une forme de répartition « à part égale » entre les communes adhérentes.

En effet, chaque commune serait alors amenée à contribuer directement au volume des dépenses d'investissement du budget du Syndicat par le versement d'une subvention d'équipement chaque année, en plus du versement déjà effectué pour les dépenses de fonctionnement.

Dans cette perspective, il importe que chaque membre du syndicat se prononce :

- non seulement sur l'étendue de la compétence de gestion des investissements aux seules dépenses nécessaires d'investissement ou aux projets dits « d'envergure » que porterait le Syndicat ;
- mais aussi sur les modalités de financement des projets d'investissement d'envergure en assortissant de conditions telles que la recherche systématisée de cofinancement par le recours aux bailleurs de fonds traditionnels des collectivités ou à tout dispositif permettant de diminuer la participation financière des communes adhérentes.

Par ailleurs, il est rappelé que les organes délibérants des membres du syndicat disposent d'un délai de trois mois pour se prononcer sur les modifications du statut du syndicat et que celles-ci sont subordonnées à leur accord unanime.

Au regard de ces éléments, les membres de la Commission des ressources réunis le 08 août 2018 pour examiner ce dossier, proposent au Conseil municipal d'émettre un avis défavorable au projet de modifications du statut du Syndicat TE OROPAA, au motif que l'article 2 alinéa 1er en cause fasse l'objet d'une réécriture.

Monsieur Gustave VAN BASTOLAER procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

INTERVENTION

Monsieur LISSANT apporte une observation concernant la proposition de modification du statut du syndicat. La formulation reprise par TE OROPAA ne reflète pas exactement les propos tenus en comité.

Lors de ce comité, la proposition de modification du statut portait sur les dépenses d'investissement des projets de grandes envergures, qui seraient réparties à part égale entre les Communes membres.

Les modifications du statut du syndicat telles que présentées, concernent l'ensemble des dépenses d'investissement. Or, la commune n'a aucun intérêt à participer pleinement à toutes les dépenses d'investissements du syndicat sachant qu'elle contribue déjà activement aux dépenses de fonctionnement par le biais de sa participation annuelle.

En commission, les élus ont décidé de voter contre cette délibération et ont proposé de demander à TE OROPAA la réécriture de l'article concernant les dépenses d'investissements en précisant que cela concernerait des projets de grandes envergures.

Il précise que la formulation actuelle prend en compte toutes les dépenses d'investissements, que cela soit pour un véhicule ou du mobilier. Alors que dans l'esprit on concevait plutôt à des remplacements de réseaux ou de nouvelles solutions techniques pour pérenniser l'ouverture du captage même en période de pluie.

Il est donc suggérer de voter contre ce projet de délibération en attendant que TE OROPAA revoie l'écriture de cet article du statut.

Madame BAMBRIDGE-RICHERD, demande, dans ce cas, pourquoi présenter ce projet de délibération en conseil municipal, alors qu'il a reçu un avis défavorable de la part de la commission.

Monsieur LISSANT répond que suite à une disposition réglementaire le conseil municipal à l'obligation de délibérer sur la proposition de modification du statut de TE OROPAA. Il explique que cette proposition de modification du statut doit être validée par les trois communes qui siègent au sein du conseil

d'administration du syndicat TE OROPAA. La commune dispose d'un délai de 3 mois pour rendre une décision, à défaut, cette proposition sera considérée comme actée favorablement par la commune. Par contre, si le conseil municipal prend une décision défavorable à l'encontre de cette proposition, TE OROPA'A devra revoir le document et soumettre une nouvelle proposition claire et concise.

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	01
CONTRE	30
ABSTENTION	0

La délibération n° 167/2018 du 23 août 2018 a été adoptée à la majorité

- ***Projet de délibération n° 145/2018 du 23 août 2018 attribuant une subvention complémentaire d'investissement au Syndicat Intercommunal pour la Gestion de la fourrière animale pour le financement de la construction de la fourrière animale et d'un incinérateur***

Par courrier en date du 15 novembre 2017, la présidente du Syndicat intercommunal pour la gestion de la fourrière animale (SIGFA) sollicitait la Commune pour une participation financière supplémentaire au projet de construction d'une fourrière animale.

En prévision par rapport à ce besoin, le budget principal de l'exercice 2018 de la Commune a fait l'objet d'une modification en avril dernier.

I. Contexte

Par délibération n° 113/2015 du 13 août 2015, le conseil municipal a alloué au Syndicat intercommunal pour la gestion de la fourrière animale (SIGFA) une subvention d'investissement de 6 625 523 F CFP à part égale avec la Commune de PAEA.

Une convention de financement de participation financière a été signée entre la Ville de Punaauia et le SIGFA en vertu de la délibération suscitée.

L'attribution de ce financement s'inscrivait dans le cadre de la construction d'une fourrière animale, qui serait implantée dans la vallée de la PUNARUU sur une parcelle de terre de 1000m² que la Commune a donné à bail, et que le SIGFA (maître d'ouvrage) dirigerait.

Son plan de financement est décliné de la manière suivante :

Bailleurs de fonds	Montant en CFP TTC
--------------------	-----------------------

FIP	53 004 184
SIGFA :	13 251 046
Dont Commune de PUNAAUIA	6 625 523
Dont Commune de PAEA	6 625 523

La fourrière serait constituée de deux blocs regroupant pour l'un son centre administratif (bureaux, accueil des visiteurs, etc.) et technique (local de congélation et crémation, zone de stock de nourriture et outils) et pour l'autre les cages pour les chiens (20 cages préfabriquées de 6m²).

Le SIGFA avait initialement évalué à 66 255 230 F CFP le coût global prévisionnel réparti :

- Pour les études et travaux à 57 371 456 F CFP,
- Et pour l'acquisition d'un incinérateur et d'une chambre froide à 8 883 774 F CFP.

De fait, son coût réel a été augmenté de près de 37,5 MF CFP car en cours de réalisation de l'opération, des travaux supplémentaires se sont ajoutées à l'occasion d'une série d'avenants aux différents marchés de travaux pour un coût total de 4,5 MF CFP, des prestations de travaux qui n'étaient pas prévues à l'origine ou qui avaient été sous-évaluées (dont l'incinérateur à 12,8 MF CFP, les cages à hauteur de 6,3 MF CFP), d'un montant de 32,7 MF, se sont avérées nécessaires. Cette augmentation a eu aussi pour effet une hausse des honoraires du maître d'œuvre.

Sur la base du montage financier antérieurement élaboré par le SIGFA, celui-ci a sollicité les communes adhérentes pour une aide complémentaire de 20 MF CFP chacune afin d'achever la construction de la fourrière. Le plan de financement initial est alors modifié comme suit :

Bailleurs de fonds	Montant en CFP TTC
FIP	53 004 184
SIGFA :	53 251 046
Dont Commune de PUNAAUIA	26 625 523
Dont Commune de PAEA	26 625 523

A noter que la Commune de PAEA a validé le versement d'une subvention complémentaire non d'investissement mais de fonctionnement pour le montant demandé au même titre que sa quote-part annuelle aux frais de fonctionnement du Syndicat.

II. Proposition

Il est proposé d'attribuer au Syndicat une subvention complémentaire d'investissement établie sur la base d'une estimation réalisée par le SIGFA. Le montant total de cette proposition s'élève à 22 MF CFP pour couvrir les travaux supplémentaires de la construction de la fourrière animale dont les crédits sont inscrits en section d'investissement au budget 2018.

Enfin, la subvention complémentaire fera l'objet d'une convention de financement rédigée en référence à la convention de financement initialement établie afin de préciser les modalités de son versement.

Les membres de la Commission des ressources réunis le 08 août dernier ont émis un avis favorable au versement d'une subvention complémentaire en faveur du SIGFA.

Monsieur Gustave VAN BASTOLAER procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

INTERVENTION

Madame Bellinda BAMBRIDGE-RICHERD demande si, concernant cette délibération, la présidente du Syndicat Intercommunal pour la Gestion de la Fourrière Animale (SIGFA) ne doit pas sortir avant la mise au vote.

Monsieur Gustave VAN BASTOLAER répond qu'étant donné que c'est le conseil municipal qui a nommé par délibération la présidente du syndicat intercommunal, elle peut donc participer au vote.

Madame MANEA-LYAU indique que le conseil municipal a toujours voté les délibérations en présence de madame Layana ATAE.

Monsieur LISSANT explique qu'en tant que représentant du syndicat mixte du contrat de ville (SMCV), il a participé au vote de la délibération prise par le conseil municipal pour financer la part de la commune au fonctionnement du SMCV. Il indique que la participation de la présidente ne pose aucun problème.

Madame BAMBRIDGE-RICHERD dit que les réponses à sa question lui permettront de préparer son sujet lors du prochain congrès des communes de Polynésie française.

Madame Mareva LEVANT souhaite apporter une précision sur ce point. Elle indique qu'un président d'association, qui est aussi membre du conseil municipal, doit sortir lorsque le conseil municipal doit voter la délibération portant l'octroi d'une subvention à son association car il n'a pas été nommé par l'assemblée pour être le président de cette association. Elle rappelle que les représentants des syndicats intercommunaux ont été mandatés par la commune.

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	31
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 145/2018 du 23 août 2018 a été adoptée à l'unanimité

C. RESSOURCES HUMAINES

- ***Projet de délibération n° 146/2018 du 23 août 2018 portant création des emplois permanents à temps complet.***

Conformément à l'article 36 de l'ordonnance n°2005-10 du 4 janvier 2005, il appartient au Conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaire au fonctionnement des services.

Compte tenu des nécessités de service, il convient de renforcer les effectifs des services et ainsi créer les emplois à temps complet suivants :

- Directeur de la Qualité de vie et de la Citoyenneté, emploi du cadre d'emplois « conception et encadrement » de la spécialité administrative, à tous les grades,
- Responsable du pôle « Autorisations administratives », à temps complet, emploi du cadre d'emplois « conception et encadrement » de la spécialité administrative, au grade « conseiller »,
- Chargé d'opération des équipements collectifs communaux, à temps complet, emploi du cadre d'emplois « conception et encadrement » de la spécialité technique, au grade « conseiller »,
- Rédacteur de la commande publique, à temps complet, emploi du cadre d'emplois « maîtrise » de la spécialité administrative, au grade initial.

Les membres de la Commission Affaires administratives réunis en date du 08 août 2018 ont émis un avis favorable au projet de création des emplois permanents à temps complet.

Monsieur Simplicio LISSANT procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

PAS DE DEBAT

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE	
POUR	31

CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 146/2018 du 23 août 2018 a été adoptée à l'unanimité

- **Projet de délibération n° 147/2018 du 23 août 2018 modifiant la délibération n° 218/2017 du 28 novembre 2017 relatif à la prime de responsabilité**

En novembre 2017, le Conseil municipal a adopté par délibération, les indemnités suivantes :

DENOMINATION	OBJET	CONDITIONS
Prime de responsabilité	<i>Responsabilités d'encadrement de personnels</i>	<i>Exercer l'un des emplois ou l'une des fonctions prévues par la délibération n°218/2017 du 28 novembre 2017</i>
Indemnité pour travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants	<i>Risques d'accident corporel ou de lésion organique, d'intoxication, de contamination et réalisation de travaux incommodes ou salissants</i>	<i>Exposition avérée Pas de cadre d'emplois ou de grade. Les agents de la spécialité « sécurité civile » en bénéficient de plein droit</i>
Indemnité de travail de nuit	<i>Travail habituel de nuit</i>	<i>Exercer de manière habituelle un travail effectif de nuit durant 6 heures consécutives, entre 20h et 5h du matin</i>
Indemnité de responsabilité de caisse	<i>Responsabilité pécuniaire et personnelle de caisse</i>	<i>les régisseurs de recettes ou d'avances titulaires et leurs suppléants lorsque ceux-ci les remplacent</i>

La scission du pôle « VRD, Parcs & jardins & parc à matériel » du service du Patrimoine communal induit la modification des emplois ou fonctions accédant à la prime de responsabilité.

Les membres du Comité technique et paritaire réunis le 30 juillet 2018 ainsi que les membres de la Commission des affaires administratives réunis en date du 08 août 2018 ont émis un avis favorable au projet de modification des emplois ou fonctions accédant à la prime de responsabilité.

Monsieur Simplicio LISSANT procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

INTERVENTION

Madame BAMBRIDGE-RICHERD demande si une simulation financière a été effectuée afin de connaître le coût que cela représentera.

Monsieur LISSANT indique que les techniciens préparent les éléments de réponses mais précise qu'il est nécessaire de renforcer l'équipe des cadres communaux. La chambre territoriale des comptes (CTC) avait émise une observation à ce sujet. La CTC estime que la commune manque de cadres et indique que ce renforcement fait suite aux demandes des services. Il considère que le suivi des projets est nécessaire d'où l'appel à candidature des deux postes de chargés d'opérations qui permettront un accompagnement efficace des projets. Il informe que le service du patrimoine sera réformé en matière d'attribution des missions car les cadres surchargés se sont affaiblis et demande à Monsieur Mano-Ura TIRAO d'apporter quelques informations supplémentaires.

Monsieur TIRAO indique que la prime de responsabilité a été réformée en début d'année pour que tous les agents ayant sous leur responsabilité plus de trois agents à manager puissent bénéficier de cette prime. Cette prime est proportionnelle au nombre d'agent que chaque responsable aura sous sa tutelle. Il précise qu'avant la réforme, la prime de responsabilité était attribuée uniquement aux agents fonctionnaires.

Madame BAMBRIDGE-RICHERD indique qu'elle ne conteste pas cela, mais rappelle qu'il faut au minimum trois agents pour bénéficier de la prime de responsabilité. Elle demande le coût qu'engendrera cette réforme de la prime de responsabilité. Néanmoins elle y est favorable mais attend des résultats de la part des responsables.

Monsieur TIRAO répond que l'impact financier est minime, car l'ensemble des responsables perçoivent cette prime de responsabilité depuis le début de l'année. Le financement de cette prime a été voté au mois de mars. La délibération stipule que la prime de responsabilité est accordée dans le cadre de la création d'un nouveau poste. Il explique qu'un nouveau pôle a été créé au service du patrimoine avec un chef de pôle et deux chefs d'équipes, ces trois postes bénéficieront de cette prime de responsabilité.

Madame BAMBRIDGE-RICHERD répond à Monsieur Mano-ura TIRAO que le mot minime ne l'intéresse pas. Elle indique que le rôle des techniciens est de calculer le coût que cette réforme engendrera. Elle réaffirme son soutien mais indique qu'elle souhaite connaître les résultats. Elle prend en exemple les redevances adressées aux usagers lorsqu'ils ne payent pas, ils se voient relancer par les huissiers.

Madame Layana ATAE constate que la délibération aidera Monsieur Mano-ura TIRAO qui occupe la place de directeur général des services par intérim. Elle demande quand est-ce que le nouveau DGS prendra ses fonctions.

Monsieur LISSANT répond qu'un appel à candidature pour le poste de DGS a été lancé, et que trois candidats ont été retenus. Ils passeront un entretien individuel avec Tavana. Il invite Madame Mareva LEVANT à apporter quelques éléments de réponse.

Madame LEVANT explique que trois candidats ont été sélectionnés sur dossier. Elle indique que ces candidatures seront présentées à Tavana et feront l'objet

d'un entretien individuel avec ce dernier. Elle rappelle que le recrutement du DGS reste à l'appréciation du Maire, car c'est lui qui travaillera avec le DGS. Elle complète que pour des raisons de santé du Maire la procédure est suspendue jusqu'à son retour. Dès son retour il procédera aux entretiens individuels.

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	31
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 147/2018 du 23 août 2018 a été adoptée à l'unanimité

- **Projet de délibération n° 148/2018 du 23 août 2018 instituant l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS)**

L'arrêté n° 1320 DIPAC fixant le régime indemnitaire de la Fonction publique communale précise que les fonctionnaires titulaires et stagiaires, ainsi que les agents non titulaires (ANT) recrutés en contrat à durée déterminée sont les seuls à pouvoir bénéficier du régime indemnitaire de la Fonction publique communale. Ainsi, le Conseil municipal a adopté par délibérations, les indemnités suivantes :

DENOMINATION	OBJET	CONDITIONS
Prime de responsabilité	Responsabilités d'encadrement de personnels	Exercer l'un des emplois ou l'une des fonctions prévues par la délibération n° 218/2017 du 28 novembre 2017
Indemnité pour travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants	Risques d'accident corporel ou de lésion organique, d'intoxication, de contamination et réalisation de travaux incommodes ou salissants	Exposition avérée Pas de cadre d'emplois ou de grade. Les agents de la spécialité « sécurité civile » en bénéficient de plein droit
Indemnité de travail de nuit	Travail habituel de nuit	Exercer de manière habituelle un travail effectif de nuit durant 6 heures consécutives, entre 20h et 5h du matin
Indemnité de responsabilité de caisse	Responsabilité pécuniaire et personnelle de caisse	Les régisseurs de recettes ou d'avances titulaires et leurs suppléants lorsque ceux-ci les remplacent

Les difficultés rencontrées par les chefs de service municipaux pour la mobilisation de leur personnel pour l'organisation d'événements ou de réunions hors des heures administratives classiques ont été régulièrement évoquées ces dernières années lors de réunions entre la direction et les cadres communaux.

De plus, l'attractivité de la Commune en terme de régime indemnitaire, a incité Monsieur le Maire à inscrire à l'ordre du jour du Comité technique et paritaire (CTP) et de la Commission des affaires administratives la proposition de mettre en place l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS).

Les membres du Comité technique et paritaire réunis le 30 juillet 2018 ainsi que les membres de la Commission des affaires administratives réunis en date du 08 août 2018 ont émis un avis favorable.

I. L'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS)

L'IFTS est accordée aux agents communaux appartenant aux cadres d'emplois « Conception et encadrement » et « Maîtrise » dont les missions confiées comportent la réalisation régulière de sujétions particulières dans l'exercice de leur fonction. Comme par exemple, l'élaboration et le suivi de dossiers ou de conduite de projets complexes, être soumis à des contraintes horaires fortes et régulières en raison des missions allouées, l'exercice de responsabilité financières, juridiques, RH, contentieuses, etc.

Cette indemnité est conditionnée par la situation administrative de l'agent comme suit :

- L'agent bénéficiant d'un logement de fonction n'a pas droit à l'IFTS ;
- L'agent placé en congé annuel, en congé de longue maladie ordinaire rémunéré à plein traitement, en arrêt de travail lié à un accident de travail, en congé de maternité ou en congé d'adoption, le versement de l'IFTS est laissé à l'appréciation de l'administration ;
- L'agent qui exerce à temps non complet ou à temps partiel, le montant de l'indemnité est calculé au prorata du temps travaillé ;
- L'agent qui bénéficie d'une décharge d'activité de service pour mandat syndical ne peut voir son indemnité diminuée ou supprimée en raison d'un tel bénéfice.

Un arrêté du maire, fixera chaque année, le nombre de points d'indice attribué mensuellement à chaque agent pour tenir compte notamment de sa manière de servir, de la notation, de l'implication des agents dans leur fonction et de l'organisation communale.

II. L'accès à l'IFTS à Punaauia

Les cadres d'emplois, les grades et les emplois qui pourront y prétendre seront :

CADRES D'EMPLOI	GRADES	NBRE DE PTS D'INDICE MENSUEL
CONCEPTION et ENCADREMENT	Administrateur communal	Entre 11 et 88
	Conseiller principal	Entre 10 et 80
	Conseiller qualifié	Entre 10 et 80

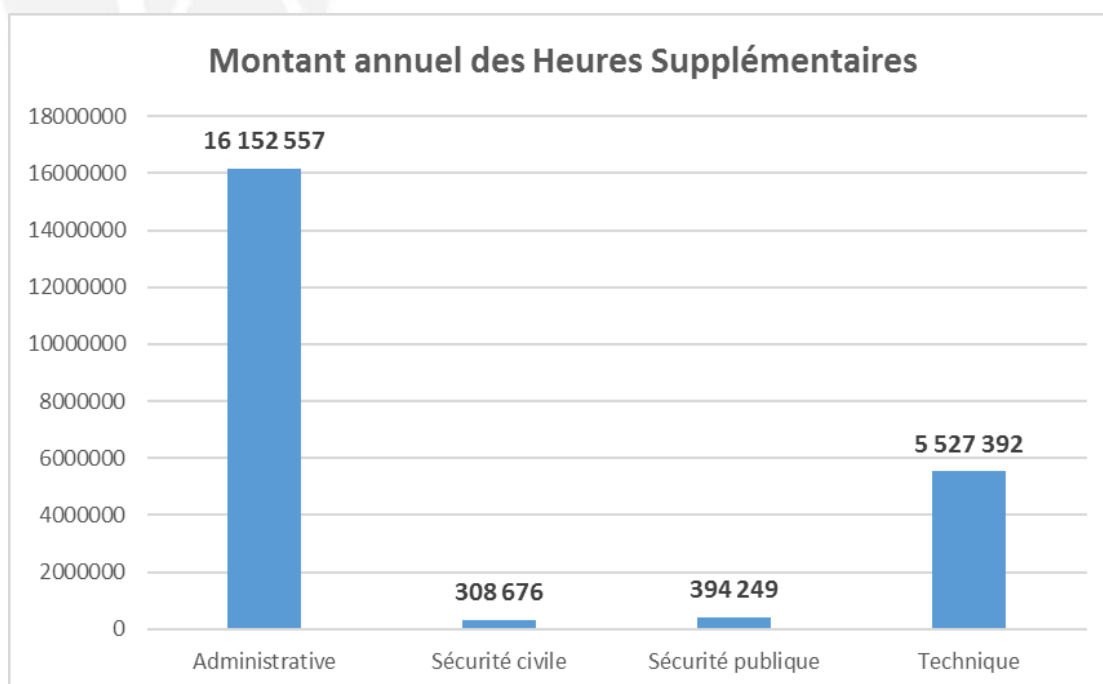
	Conseiller	Entre 8 et 64
MAITRISE	Technicien principal	Entre 5 et 40
	Technicien de classe exceptionnelle	Entre 4 et 32
	Technicien	Entre 4 et 32

Le recensement des emplois pouvant prétendre à l'IFTS sont au nombre de 43 dont 15 cadres d'emploi « Conception et encadrement » et 28 cadres d'emploi « Maîtrise ».

I. Une simulation budgétaire sur la base de la réalisation d'heures supplémentaires

Sur la base du paiement des heures supplémentaires, une simulation a été effectuée avec pour hypothèse de départ (qui pourrait correspondre à la situation actuelle) que la majorité des cadres A effectue en moyenne 18h d'heures supplémentaires par mois, et que l'autre partie des cadres effectue entre 6 à 10 heures, d'heures supplémentaires.

A partir de ce postulat, l'impact budgétaire si la collectivité devait rémunérer les heures supplémentaires de ces cadres communaux, toutes spécialités confondues, serait de l'ordre de 22,382 millions sur 12 mois.



Pour lisser cet impact budgétaire, il est proposé de mettre en place l'IFTS.

Monsieur Simplicio LISSANT procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

PAS DE DEBAT

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE	
POUR	31
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 148/2018 du 23 août 2018 a été adoptée à l'unanimité

IV. EQUIPEMENT ET DEVELOPPEMENT COMMUNAL

A. OPERATIONS ET PLANS DE FINANCEMENT

- ***Projet de délibération n° 149/2018 du 23 août 2018 autorisant le maire à lancer un appel d'offres relatif à la réalisation d'enfeus et d'un columbarium au cimetière de VAITAVERE.***

COMMANDE PUBLIQUE

La commission des Affaires administratives du mercredi 16 mai 2018 s'est prononcée favorablement sur le lancement de l'appel d'offres pour les travaux d'aménagement des enfeus et d'un columbarium sur le cimetière de Vaitavere.

Pour rappel, cette opération a fait l'objet d'une inscription en fonds propres, d'un montant de 40 MF CFP sur le budget 2018 en section d'investissement.

Le lancement des travaux est prévu pour le premier semestre 2019. Des blocs d'enfeus « famille » avec cavurnes et des blocs d'enfeus simples avec reliquaires viendront compléter prochainement l'offre funéraire du cimetière actuel de Vaitavere.

La construction de 100 enfeus permettra non seulement d'augmenter la capacité d'accueil du cimetière de Vaitavere mais surtout d'envisager une exploitation plus durable du site. Cette optimisation reste toutefois tributaire de la bonne gestion de l'ensemble du cimetière de Vaitavere, concessions en pleine terre et enfeus confondus. La durée des travaux est estimée à six mois maximum.

(Sortie de Monsieur Christian VERNAUDON)

Madame Hinano TEISSIER procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

PAS DE DEBAT

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	30
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 149/2018 du 23 août 2018 a été adoptée à l'unanimité

▪ ***Projet de délibération n° 150/2018 du 23 août 2018 validant le plan de financement du projet d'équipement multisports du quartier de Outumaoro***

La commission Equipement et Développement Communal du 18 mai 2018 a émis un avis favorable pour la mise en place d'un équipement multisports sur le quartier d'OUTUMAORO.

Par délibération n°129/2018 du 31 mai 2018, le conseil municipal a validé le principe du projet et sollicite le concours financier du Centre National du Développement du Sport (CNDS).

Ainsi, une demande de financement a été déposée auprès du CNDS en juin 2018.

Pour ce projet, la Commune peut également bénéficier d'un co-financement du Pays en déposant une demande à la Délégation pour le Développement des Communes (DDC).

Implantation du terrain multisports et choix technologique



Le terrain multisports sera implanté sur la parcelle I 337 (1 295 m²) et permettra d'aménager une liaison entre les servitudes AUFFRAY et FULLER 3 dans l'optique du renouvellement urbain de ce quartier et de son désenclavement.

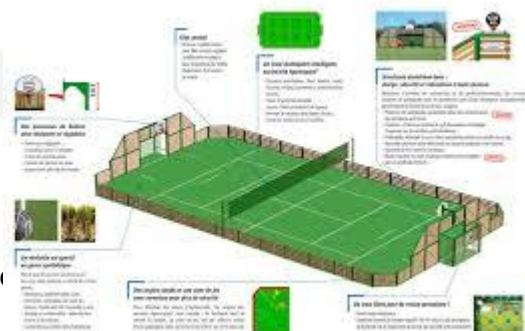
En effet, depuis quelques années, le quartier d'OUTUMAORO fait l'objet du Projet de Rénovation Urbaine (PRU) avec un périmètre plus restreint pour la définition du projet opérationnel qui englobe les sites desservis par les servitudes LEETEG, GANAHOA et FÜLLER 3.

[illegible]

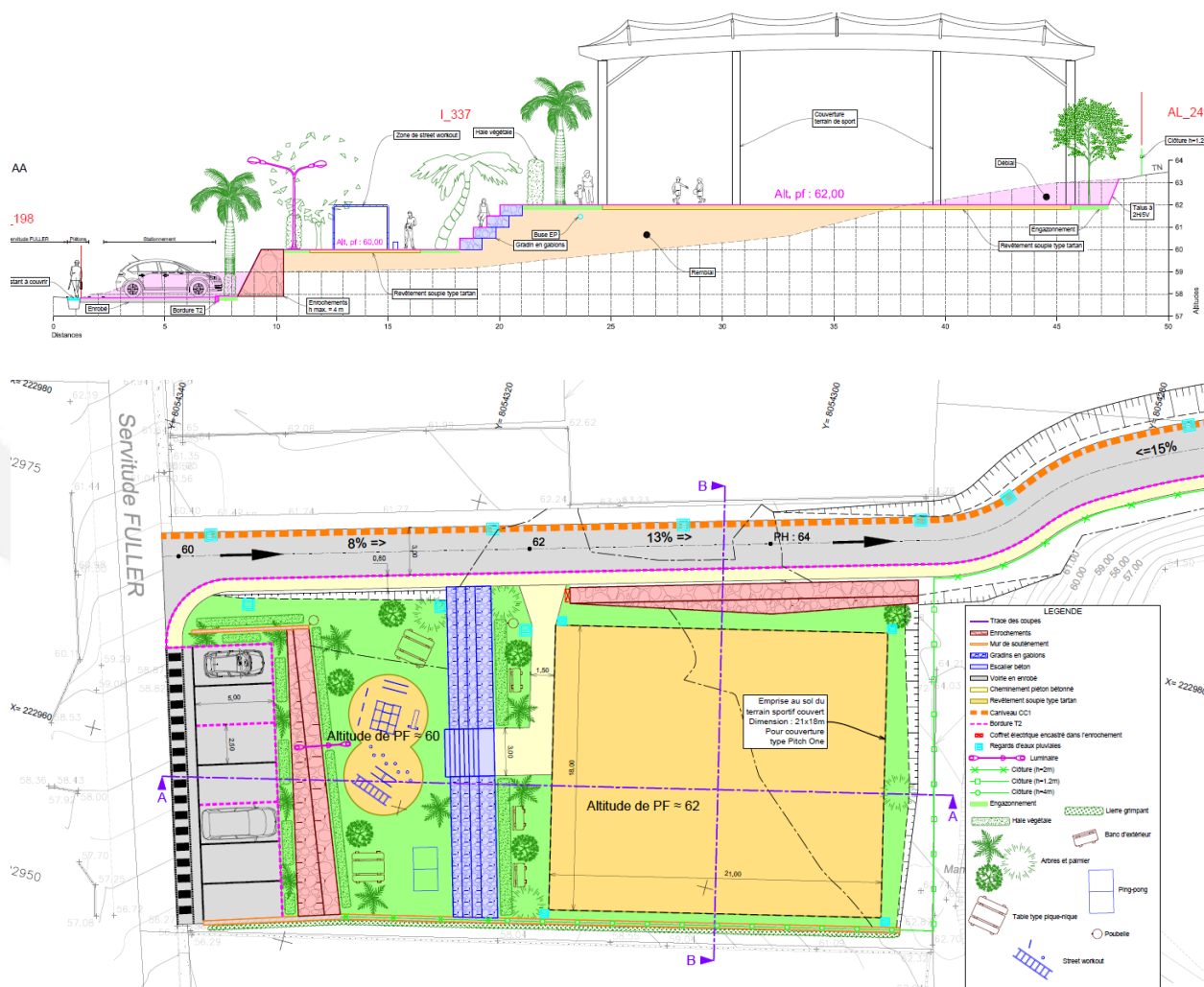
Du fait de la multiplicité des aires de jeux utilisables simultanément, les terrains permettent tout à la fois :

- une pratique spontanée par des petits groupes d'amis, jeunes ou moins jeunes, et par des familles,
- des animations, initiations, tournois, organisés par des éducateurs sportifs de collectivités ou de clubs, des animateurs de colonies de vacances ou de campings.

Ce type d'outil préconisé par le schéma de développement des équipements de sport et de Jeunesse en Polynésie française permet non seulement une ouverture aux différentes cultures sportives mais également de créer un lieu dédié à la pratique physique, sur et autour duquel l'animation du quartier est rendu possible mais peut également être optimisée par un projet social d'envergure.



- Le premier plateau sera réservé au parking afin de ne pas déranger le voisinage,
- Le deuxième plateau sera composé d'un espace « Work-out » et d'un espace détente,
- Le troisième plateau accueillera l'équipement multi-terrains,



Le rattachement au plan stratégique communal

Le projet s'inscrit dans le droit fil du projet politique de la Commune et des ambitions communales pour le rattrapage du retard de développement dans ses quartiers prioritaires.

PLAN DIRECTEUR PUNAAUIA 2020

Axe stratégique 1 : Pour un développement durable respectueux des besoins essentiels de tous les administrés.

Objectif 2 : Mener des actions éducatives complémentaires destinées aux enfants et aux jeunes

Action 3 : Proposer un environnement propice au développement de la jeunesse (de 13 à 25ans)

Mesure 6 : Réalisation d'un équipement collectif en vue de favoriser le lien social.

ORIENTATIONS STRATEGIQUES RENOUVELEE DE LA POLITIQUE DE LA VILLE DE PUNAAUIA

Pilier : La cohésion sociale

Enjeu : Insertion des jeunes et la lutte contre le décrochage scolaire, deux priorités connexes

Objectif : Promouvoir les initiatives d'intérêt général pour le quartier

Le plan de financement

Le coût total des travaux est estimé à 86 394 857 F CFP TTC.

Toutefois, certains travaux ne sont pas éligibles au financement par le CNDS.

Ainsi, le montant total des travaux susceptibles d'être financés s'élève à 84 672 172 F CFP TTC.

N°	Désignation	Prix total HT en F CFP	Prix total TTC en F CFP
1	TRAVAUX D'AMENAGEMENT	24 413 500	27 587 255
2	TRAVAUX LIES A L'EQUIPEMENT SPORTIF	39 313 916	44 424 725
3	HONORAIRES	8 585 927	9 702 098
4	IMPREVUS	1 911 823	2 160 360
5	REVISIONS	2 230 460	2 520 419
TOTAL DES DEPENSES		76 455 626	86 394 857
ELIGIBLE AU CNDS		74 931 126	84 672 172
NON-ELIGIBLE AU CNDS		1 524 500	1 722 685

Pour information, la Commune a acquis sur fond propre la parcelle I337 pour un montant de 15 000 000 F TTC (hors frais de notaire).

Le plan de financement proposé est le suivant :

DEPENSES ELIGIBLES AU FINANCEMENT		
Bailleur de fonds	% du TTC	Prix TTC en F CFP
CNDS (Etat)	30 %	25 401 652
DDC (Pays)	50 %	42 336 086
Fonds propres (Commune)	20 %	16 934 434
SOUS - TOTAL	100 %	84 672 172
DEPENSES NON - ELIGIBLES AU FINANCEMENT		
Fonds propres (Commune)	100%	1 722 685

- Travaux		
<i>SOUS - TOTAL</i>	<i>100 %</i>	<i>1 722 685</i>
TOTAL		86 394 857

Retour de Monsieur Christian VERNAUDON

Monsieur Ismaël HAPAITAHAA procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

INTERVENTION

Madame Bellinda BAMBRIDGE-RICHERD demande où se trouve l'emplacement qui recevra l'équipement multisports du quartier OUTUMAORO.

Monsieur Mano-ura TIRAO explique que le site se situe dans la servitude FULLER 3. Le terrain appartenait à Monsieur Maurice FROGIER et se trouve en-dessous du terrain de Monsieur Leonard TCHEN.

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	31
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 150/2018 du 23 août 2018 a été adoptée à l'unanimité

- ***Projet de délibération n° 151/2018 du 23 août 2018 approuvant la rétrocession du réseau et des ouvrages d'assainissement collectif des eaux usées de la servitude Justin Teissier au profit de la SEM Assainissement des eaux de Tahiti***

Les travaux de rénovation de la servitude Justin Teissier se sont achevés au mois de juin 2017. A cet effet, un nouveau réseau d'assainissement des eaux usées a été posé, permettant ainsi le raccordement des 61 habitations au réseau d'assainissement collectif.

Les travaux ont permis la pose de 1 007 mètres de linéaire de réseau en PVC de type CR8 dont 720 mètres en diamètre 200mm et 287 mètres en diamètre 160mm. Près de 60 regards de branchements ont été installés devant les habitations afin de permettre le raccordement au réseau collectif.

Les ouvrages et le réseau d'assainissement collectif des eaux usées sur PUNAAUIA sont gérés par la Polynésie Française par le biais de la SEM Assainissement des eaux de Tahiti. Pour pouvoir être mis en fonctionnement et

être exploité, la Commune devait préalablement rétrocéder l'ouvrage réalisé à la Polynésie Française pour que cette dernière l'affecte ensuite à la SEM.

Suite à un retour de la Direction des Affaires Foncières au mois de juin, il n'est plus nécessaire d'opérer la rétrocession en faveur du Pays, celle-ci pouvant se faire directement au profit de la SEM Assainissement des eaux de Tahiti.

En conséquence, la délibération n° 150/2017 du 28 juillet 2017 sera abrogée.

Monsieur Aitu POMARE POMMIER procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

PAS DE DEBAT

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	31
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 151/2018 du 23 août 2018 a été adoptée à l'unanimité

- ***Projet de délibération n° 152/2018 du 23 août 2018 portant modification de la délibération n° 156/2017 du 28 juillet 2017 approuvant l'acquisition et le plan de financement d'un compresseur ARI électrique sur remorque pour le Service Incendie Secours***

Le Centre de secours et incendie de PUNAAUIA est doté de deux compresseurs ARI (appareil respiratoire isolant), l'un électrique et le second thermique. Ces deux compresseurs sont installés sur une remorque qui accompagne les sapeurs-pompiers, généralement sur les feux importants. Aujourd'hui le compresseur électrique montre des signes de faiblesse.

Les compresseurs d'air permettent de remplir les bouteilles d'air des pompiers, bouteilles faisant partie de l'équipement ARI du sapeur-pompier.

La délibération n° 156/2017 du 28 juillet 2017 validait le plan de financement suivant :

COMPRESSEUR ARI ELECTRIQUE SUR REMORQUE		
BAILLEUR DE FONDS	MONTANT EN CFP TTC	
Fond intercommunal de péréquation (FIP)	823 851	100 %
TOTAL	823 851	100 %

Seulement, après examen, le Comité des Finances Locales (CFL) qui s'est tenue le 1er mars 2018, a validé pour l'opération « acquisition d'un compresseur électrique sur remorque » un taux directeur de 50%, soit une prise en charge de 50% au lieu des 100% sollicités.

Par conséquent, il convient de modifier le plan de financement comme suit :

COMPRESSEUR ARI ELECTRIQUE SUR REMORQUE		
BAILLEUR DE FONDS	MONTANT EN CFP TTC	
Fond intercommunal de péréquation (FIP)	411 926	50%
Commune de Punaauia	411 925	50%
TOTAL	823 851	100 %

Ce dernier a été soumis à l'examen des membres de la Commission Equipement et développement communal en date du 03 août 2018 qui ont approuvé le nouveau plan de financement.

Monsieur Marc TATARATA procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

PAS DE DEBAT

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE	
POUR	31
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 152/2018 du 23 août 2018 a été adoptée à l'unanimité

- **Projet de délibération n° 153/2018 du 23 août 2018 approuvant l'acquisition et le plan de financement d'un véhicule tout utilitaire (VTU) 4x4 pour le Service Incendie Secours**

La Commission Equipement et développement communal du vendredi 3 août 2018 s'est prononcée favorablement sur l'acquisition d'un véhicule tout utilitaire (VTU) de type 4x4 pour remplacer le véhicule Land rover du Service Incendie et Secours (SIS), acquis en 2004.

Ce véhicule en fin de vie, enregistré de nombreuses immobilisations et ne garantit plus, ni la sécurité de ses utilisateurs ni les interventions de qualité. Utilisé comme véhicule « éclairer » sur des départs de feu, des interventions en

milieu périlleux, ou véhicule d'appoint, ce véhicule utilitaire n'a plus la capacité technique et mécanique de répondre à ces missions. Son remplacement s'avère aujourd'hui nécessaire et s'inscrit dans le plan de rénovation du parc roulant communal.

Un dossier de financement sera présenté pour le FIP 2019 et le taux directeur applicable pour ce type de projet est de 50%. Le présent projet de délibération est soumis à la validation des membres du conseil municipal, avec un plan de financement qui se décline comme suit :

ACQUISITION D'UN VEHICULE TOUT UTILITAIRE (VTU)		
BAILLEURS DE FONDS	MONTANT EN CFP TTC	
FIP	3 750 000	50%
Commune	3 750 000	50%
TOTAL	7 500 000	100%

Monsieur Marc TATARATA procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

PAS DE DEBAT

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	31
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 153/2018 du 23 août 2018 a été adoptée à l'unanimité

▪ **Projet de délibération n° 154/2018 du 23 août 2018 approuvant la mise à la réforme de camions bennes à ordures ménagères (BOM) communaux**

Dans un souci d'optimisation de la gestion du parc roulant de la Commune et d'une bonne gestion des deniers publics, il a été décidé de mettre en vente les véhicules et engins vétustes et trop coûteux à la réparation.

A cet égard, la délibération n° 182/2017 du 28 septembre 2017 identifiait les engins et véhicules à mettre en vente en tenant compte des critères suivants :

- l'ancienneté du véhicule,

- le coût onéreux des réparations,
- la difficulté de trouver des pièces de rechange,
- l'immobilisation des véhicules.

Préalablement à leur vente, l'ensemble de ces véhicules avaient été expertisés par Monsieur Jean-Marc ORTS, expert en automobile et matériels industriels, afin de fixer leur valeur marchande.

Malheureusement, les camions bennes à ordures ménagères (BOM) listés ci-dessous n'ont pas trouvé d'acquéreur. Après plusieurs années passées en complète inactivité, leur état général s'est rapidement détérioré les rendant inutilisable en l'état.

Désignation		Parc existant		Observations	Prix proposé par l'Expert
Services	Pôle	Types de véhicule	N° Immatriculation		
ENVIRONNEMENT		BOM MERCEDES 12 m3	149 747P	Véhicule hors service, 14 ans	300 000 FCFP
		BOM MERCEDES 10 m3	149 748P	Véhicule hors service, 14 ans	300 000 FCFP
		BOM MERCEDES 8 m3	151 040P	Véhicule hors service, 14 ans	200 000 FCFP
		BOM RENAULT 12 m3	122 646 P	Véhicule hors service, 18 ans	300 000 FCFP
		BOM RENAULT 10 m3	122 647 P	Véhicule hors service, 18 ans	300 000 FCFP
		BOM RENAULT 8 m3	133 052 P	Véhicule hors service, 16 ans	500 000 FCFP
		BOM RENAULT 7,5 m3	136 070 P	Véhicule hors service, 16 ans	500 000 FCFP

Il est donc proposé aujourd'hui de porter ces sept BOM à la réforme complète, afin de les sortir définitivement du patrimoine roulant de la commune.

Monsieur Marc TATARATA procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

PAS DE DEBAT

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	31
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 154/2018 du 23 août 2018 a été adoptée à l'unanimité

B. FONCIER

- ***Projet de délibération n° 155/2018 du 23 août 2018 autorisant la vente de gré à gré de la parcelle communale cadastrée B31 d'une superficie de mille deux cent soixante-dix mètres carrés (1270 m²)***

Par acte transcrit au bureau des hypothèques de Papeete le 10 septembre 1992, volume 1820 n° 14, la Commune a acheté une parcelle cadastrée section B 31, d'une superficie de 1270 m², au prix de 15 500 000 F CFP.

Or, cette parcelle n'a jamais été utilisée par la Commune pour l'exercice de ses missions de service public.

Au contraire, cette parcelle est actuellement occupée par des personnes sans droits ni titres, qui y ont fait édifier des constructions à usage d'habitation, ce sans autorisation.

Compte-tenu de la durée particulièrement importante des procédures nécessaires pour procéder à l'expulsion de ces personnes et de l'absence de projets communaux sur ladite parcelle où dans la zone géographique sur laquelle elle est située, il est proposé de vendre à l'amiable ce terrain.

En raison de la présence des occupants sans droits ni titre présents, ladite parcelle a été évaluée à un prix relativement faible, à savoir 5 000 000 F CFP.

Un premier projet de vente de cette parcelle n'a pu aboutir en raison du désistement de la personne intéressée face aux difficultés pour récupérer la jouissance du bien.

Toutefois, une des familles occupant actuellement la parcelle, représentée par Mme Sandra JOURDAIN a fait une offre pour acquérir cette parcelle au prix de sept millions sept cent mille francs CFP.

Il est donc proposé d'autoriser Monsieur le Maire à signer l'acte de vente correspondant.

(Sortie de monsieur André TEAHU et monsieur Gustave VAN BASTOLAER)

Monsieur Irwin FAATAU procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

INTERVENTION

Monsieur Yves CHING demande pourquoi ce terrain est vendu au prix de sept millions.

Monsieur TIRAO rappelle que la commune avait acquise la parcelle en 1992 pour un montant de quinze millions. Le terrain n'a fait l'objet d'aucun projet et des personnes sans titre, ni droit se sont installées sur le foncier dans les années 1990. Il indique qu'une évaluation de France domaine a été faite et explique que

l'occupation du foncier par des habitations illégales a dévalorisé le terrain. Il indique que lors de la commission équipement et développement, il a été décidé que la commune mettrait en vente la parcelle suite à la demande de rachat d'un des membres qui squatte la parcelle et que celui-ci s'est proposé de discuter avec les autres membres de sa famille pour un rachat collectif de la parcelle. Or à l'époque le prix de vente s'élevait à huit millions mais pour des raisons financières cela n'a pas pu se concrétiser. Par la suite deux autres membres de la famille se sont présentés à la commune pour faire des propositions. Il indique que deux propositions ont été faites et que le choix s'est porté sur la proposition la plus élevée qui est de sept millions sept cent mille francs. Aussi, il propose au conseil municipal d'abroger la délibération en date de l'année 2016 accordant la vente de la parcelle à Monsieur Charles pour la remplacer par la vente à Madame Sandra JOURDAIN.

Monsieur CHING demande pourquoi la commune n'avait pas mis la parcelle en location.

Monsieur TIRAO explique qu'une procédure d'expulsion aurait été très compliquée à gérer. La commune a opté pour une procédure simplifiée, la vente de la parcelle permettant de récupérer une partie des finances injectées dans l'acquisition du foncier.

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	29
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 155/2018 du 23 août 2018 a été adoptée à l'unanimité

- **Projet de délibération n° 156/2018 du 23 août 2018 autorisant Monsieur le Maire à transiger avec messieurs Tamahere MONTROSE et Maiarii PIHAHUNA-MONTROSE**

La Commune a exercé son droit de préemption sur la parcelle I337 appartenant à monsieur Maurice FROGIER.

Or, les acquéreurs évincés, MM. Tamahere MONTROSE et Maiarii PIHAHUNA-MONTROSE, avaient engagé des frais de géomètres d'un montant de cent vingt-quatre mille trois cent francs CFP (124 300 F CFP), afin de réaliser un morcellement de cette parcelle préalablement à son acquisition, qui n'ont pas été inclus dans la déclaration d'intention d'aliéner et par conséquent dans le prix de vente.

L'exercice du droit de préemption par la Commune a par conséquent causé un préjudice à ces derniers puisque la Commune a bénéficié du document d'arpentage et du plan de morcellement réalisé par les intéressés sans en avoir supporté le coût.

Selon une jurisprudence constante, lorsqu'un acte ou une action de l'administration a entraîné l'appauvrissement du patrimoine d'une personne et dans le même temps entraîné l'enrichissement du patrimoine de l'administration, sans que ce transfert de richesse n'ait de cause juridique tel qu'un contrat, et que la personne lésée ne dispose d'aucune autre voie de droit pour demander la réparation de son préjudice, elle peut demander à l'administration de l'indemniser sur la base de la théorie de l'enrichissement sans cause.

Les intéressés ont par conséquent transmis une lettre de demande d'indemnisation à la commune pour le préjudice subi.

Afin d'éviter un contentieux avec les intéressés, il est proposé de transiger avec ces derniers pour les indemniser de l'intégralité du préjudice subi afin d'éviter à avoir à régler des frais supplémentaires.

Il est donc proposé d'autoriser Monsieur le Maire à transiger avec les intéressés.

(Retour de monsieur André TEAHU)

Sortie de madame Layana ATAE et de monsieur Aitu POMARE POMMIER)

Monsieur Irwin FAATAU procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

PAS DE DEBAT

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE	
POUR	29
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 156/2018 du 23 août 2018 a été adoptée à l'unanimité

C. PLAN GENERAL D'AMENAGEMENT

- **Projet de délibération n° 157/2018 du 23 août 2018 accordant une adaptation mineure de l'article UCa 6-1 du règlement du Plan Général d'Aménagement de PUNAAUIA à Mme Alice LUCIANI dans le cadre de la régularisation d'un FARE POTE'E**

Dans le cadre de la régularisation de travaux d'aménagement et d'extension du centre d'hébergement pour personnes âgées MOANA NUI, située dans le lotissement AUFFRAY, Mme Alice LUCIANI, propriétaire des lieux, a obtenu un certificat de conformité partielle de la part du service de l'urbanisme.

Toutefois, le FARE POTE'E qui a été construit dans le cadre de ces travaux ne peut être régularisé en l'état.

En effet, l'article UCa 6-1 du règlement du PGA impose que toute construction soit implantée à une distance minimale de 3 mètres des voies privées et des voies publiques dans cette zone.

Or, le FARE POTE'E est implanté à une distance de 2,80 mètres de la voie privée du lotissement AUFFRAY.

Compte tenu du faible écart existant entre la distance réglementaire et la distance réelle d'implantation, inférieur à 10%, et afin de permettre la régularisation de cette construction, il est proposé d'accorder une dérogation mineure à l'intéressée, conformément à l'article 5 du règlement du PGA.

Monsieur Simplicio LISSANT procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

PAS DE DEBAT

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	28
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 157/2018 du 23 août 2018 a été adoptée à l'unanimité

- **Projet de délibération n° 158/2018 du 23 août 2018 accordant une adaptation mineure de l'article UBr 10 du règlement du Plan général d'aménagement de PUNAAUIA pour le projet de la Commune de construction d'un équipement multisports sur la parcelle I337**

Suite à l'acquisition de la parcelle cadastrée I337 située AROA FULLER 3 par exercice du droit de préemption, la Commune souhaite y installer un équipement multisports novateur dit PITCH ONE, projet qui a fait l'objet d'une validation en conseil municipal par délibération n° 129/2018 du 31 mai 2018.

Ce terrain est situé en zone UBr selon le Plan Général d'Aménagement de la Commune, ce qui correspond aux quartiers de OUTUMAORO qui doivent faire l'objet d'une rénovation urbaine.

Le règlement de cette zone limite fortement les possibilités de construction tant qu'un plan d'aménagement global de ces quartiers n'aura pas été validé.

Si ce règlement permet la réalisation d'équipements publics même en l'absence de ce plan d'aménagement global, en revanche, l'article UBr 10 limite la hauteur des constructions de toutes natures à 3 mètres jusqu'à l'égout du toit tant que ce plan n'aura pas été approuvé.

Or, la hauteur de l'équipement multisport envisagé est de 7 mètres jusqu'à l'égout du toit.

Pour pouvoir bénéficier des cofinancements auxquels est éligible ce projet, il est néanmoins nécessaire d'obtenir le permis de construire correspondant dans les plus brefs délais.

Afin d'éviter que la demande de permis de construire ne soit rejetée par le service de l'urbanisme, il est donc nécessaire d'accorder une adaptation mineure de cet article du règlement du PGA, pour ce projet, en autorisant une hauteur de construction de 7 mètres pour cet équipement au lieu des trois mètres réglementaires.

(Retour de madame Layana ATAE et de monsieur Aitu POMARE POMMIER)

Monsieur Simplicio LISSANT procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

PAS DE DEBAT

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE	
POUR	30
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 158/2018 du 23 août 2018 a été adoptée à l'unanimité

- **Projet de délibération n° 159/2018 du 23 août 2018 approuvant le projet de rectification du Plan Général d'Aménagement de la commune de Punaauia consistant à la réduction du périmètre pour l'application du droit de préemption.**

Par lettre n° 2200/MLA/SAU.EP du 19 juillet 2018, le service de l'urbanisme a transmis à la commune un projet de rectification du Plan Général d'Aménagement consistant à la réduction du périmètre pour l'application du droit de préemption de la Polynésie française qui a été validé par le Comité d'Aménagement du territoire.

Cette rectification consisterait à ne plus inclure dans le périmètre du droit de préemption de la Polynésie française les biens en copropriété situés dans les immeubles d'habitations, c'est-à-dire principalement les ventes d'appartements.

En effet, l'intérêt pour les collectivités publiques d'acquérir ce type de bien est quasiment nul, alors qu'ils représentent près de 90% des déclarations d'intention d'aliéner, et la purge du droit de préemption entraîne par conséquent une augmentation des délais pour la concrétisation de ces ventes préjudiciable à l'économie polynésienne.

Il est par conséquent suggérer la rectification proposée, en l'étendant également au périmètre pour l'application du droit de préemption de la commune

Le 03 août 2018, les membres de la commission équipement et développement communal ont émis un avis favorable à l'unanimité à ce projet.

Monsieur Simplicio LISSANT procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

PAS DE DEBAT

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE	
POUR	30
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 159/2018 du 23 août 2018 a été adoptée à l'unanimité

- **Projet de délibération n° 160/2018 du 23 août 2018 approuvant le projet de rectification du Plan Général d'Aménagement de la commune de Punaauia consistant à la suppression de l'emplacement réservé n° 61**

Lors de la révision du Plan Général d'Aménagement de la Commune intervenue le 24 mars 2017, une emprise réservée de 380 m², portant le numéro 61 sur le plan des emplacements réservés, consistant à la création d'une voirie de 6 mètres de large, visant à améliorer la circulation au sein du quartier PUGIBET, a été inscrite sur trois parcelles.

Or, lors de l'inscription de cet emplacement réservé, deux des trois parcelles étaient déjà construites, les permis de construire ayant été obtenu avant la révision du PGA.

En outre, concernant la troisième parcelle, cette dernière a été vendue malgré l'existence de cet emplacement réservé qui la rendait inconstructible, en raison d'une erreur du notaire en charge de la vente.

Le coût d'acquisition de ces trois parcelles apparaît par conséquent particulièrement élevé et, au vu du faible intérêt de créer cette petite voirie, il semble par conséquent préférable d'abandonner ce projet communal.

Selon l'article D113-6 du code de l'aménagement, il est possible de procéder à des rectifications du PGA, qui consistent en des modifications mineures ne remettant pas en cause l'économie générale du plan.

Ces rectifications peuvent notamment consister en la suppression d'emprises réservées, en la modification des zones soumises au droit de préemption ou en des modifications mineures du zonage réglementaire.

Pour pouvoir procéder à ces rectifications, il est nécessaire que le projet de rectification soit validé par le Conseil Municipal avant d'être soumis à l'avis du Comité d'Aménagement du Territoire (CAT), puis d'être soumis à enquête publique par le Président de la Polynésie française, avant d'être de nouveau validé par le Conseil municipal puis rendu exécutoire par un arrêté en conseil des ministres.

Il est donc proposé de valider le projet de rectification du PGA consistant en la suppression de l'emprise réservée n° 61 afin de pouvoir poursuivre la procédure décrite ci-dessus.

Le 03 août 2018, les membres de la commission équipement et développement communal ont émis un avis favorable à l'unanimité à ce projet.

Monsieur Simplicio LISSANT procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

PAS DE DEBAT

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	30
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 160/2018 du 23 août 2018 a été adoptée à l'unanimité

D. MARCHES PUBLICS

- **Projet de délibération n° 161/2018 du 23 août 2018 modifiant la délibération n°08/2018 portant élection des membres de la nouvelle commission d'appel d'offres.**

En sa séance du 02 février 2018, le Conseil municipal de Punaauia a adopté la délibération n°08/2018 portant élection des membres de la nouvelle commission d'appel d'offres (CAO), selon les dispositions du nouveau Code polynésien des marchés publics applicable au 1^{er} janvier 2018.

Cependant, le 05 juin dernier, la Commune a reçu un courrier du Haut-Commissariat concernant la délibération précitée et indiquant que :

« Il appartient alors au maire de désigner lui-même son représentant à la présidence de la CAO. Le représentant du maire ne peut donc pas être élu ou désigné par délibération du conseil municipal comme cela a été fait en l'espèce. »

Par conséquent, il est proposé de modifier la délibération n°08/2018 en y retirant le nom de la suppléante du Maire et président de la CAO.

Monsieur Aitu POMARE POMMIER procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

PAS DE DEBAT

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	30
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 161/2018 du 23 août 2018 a été adoptée à l'unanimité

- **Projet de délibération n° 162/2018 du 23 août 2018 autorisant le Maire à signer l'avenant n° 03 relatif au marché n° MC17/28 ayant pour objet les travaux de pose de compteurs d'eau dans la plaine sud de PUNAAUIA.**

En date du 31 mai 2018, le Conseil municipal a autorisé le Maire à signer l'avenant n° 02 relatif au marché de travaux de pose de compteurs d'eau dans la plaine sud de PUNAAUIA, référencé n° MC17/28. Pour rappel, cet avenant avait pour objet :

⇒ d'intégrer la réalisation d'un mode opératoire de lutte contre la petite fourmi de feu, en relation avec la Direction de l'Environnement (DIREN) durant les travaux de réalisation des antennes d'eau dans les servitudes ATIRAA, AVAEMAI, JAUNEZ, TEUIRA-TAEREA, TEHAAMATAI, BENNETT 5, 3 et 2, MARUAPO et BUNKLEY de la zone 1, où elle a été détectée (selon le site tefenua.gov).

⇒ de prendre en compte la réalisation de regards en béton avec des couvercles en fonte de classe de résistance 400 KN et 250 KN, au lieu du 125 KN initialement prévue, pour la pose des compteurs d'eau des abonnés situés en bord de route entre le rond-point de la PUNARUU et celui de l'Hôtel Méridien, suite à une réfection de la voirie (continuité de la chaussée et de l'accotement bitumé côté montagne, création d'un trottoir bitumé côté mer) effectuée par la direction de l'équipement au mois de février 2018 et à l'impossibilité d'installer les compteurs d'eau en coffrets muraux.

⇒ d'intégrer pour la zone 1 :

- la fourniture d'un coude 90° DN100 en fonte lors de la pose de l'antenne d'eau en PVC110 dans la servitude AVAEMAI ;
- la pose pour un abonné, d'un dispositif de prise composé d'un collier de prise en charge sur canalisation PVC110 et d'un robinet de prise en charge avec sortie en PEHD32 mm sous bouche à clé.

⇒ d'intégrer pour la zone 2 :

- la fourniture d'un ensemble d'accessoires pour compteur d'eau DN20 comprenant raccord de serrage extérieur, robinet ¼ de tour de couleur bleu, préfiltre à tamis, écrous tournant démontable, clapet antipollution avec purge à écrou tournant, filetage 1" (26x34mm), au lieu de pièces en filetage ¾" (20 x 27 mm) initialement prévu, pour le raccordement sur le branchement d'eau existant de l'abonné en PEHD32 (Ø intérieur : 25 mm).
- La pose de pièces d'accessoires pour compteur, filetage 1" (26x34 mm), citées supra, pour le raccordement sur le branchement d'eau existant de l'abonné en PEHD32.

Cependant, une erreur de calcul a été constatée au niveau du montant total HT de l'avenant n° 02, qui s'élève en fait à 3 267 800 F CFP HT au lieu de 2 347 800 F CFP HT.

<i>Montant en francs CFP</i>	Montant HT	TVA 13%	Montant TTC
Marché initial	227 258 050	29 543 547	256 801 597
Avenant n° 02	2 347 800	305 214	2 653 014
Avenant n° 03	3 267 800	424 814	3 692 614
Nouveau montant du marché	230 525 850	29 968 361	260 494 211

L'incidence financière est de +1.44% par rapport au marché initial.

Par ailleurs, des erreurs de numérotation de postes de prix ont également été constatées dans le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) et le Bordereau de Prix Unitaires (BPU) de l'avenant n° 02. Les rectifications suivantes doivent être effectuées :

⇒ Le poste de prix 802 (étude sur la petite fourmi de feu) est remplacé par 803.

⇒ Le poste de prix 803 (fourniture d'un coude BB90° fonte DN100) est remplacé par 804.

Il convient de corriger ces erreurs dans un avenant n° 03.

Enfin, suite à une mise à jour du réseau routier par la Commune en 2018, il est proposé de renommer les noms des servitudes de la zone 1 commençant par SN et d'intégrer ces modifications dans l'avenant n° 03 :

Ind.	Date	Désignation	Dressé par :	Validé par :
A	30/11/2017	MAJ. ATIRAA	B. LAINE	MOA
B	24/07/2018	MAJ. SN xx	B. LAINE	MOA
LISTE DES SERVITUDES A RENOVER				
N°	N° Planche	Zone	Nom de la servitude	Observations
1	1	Pte des Pêcheurs	SN 57-1	Aroa VAIPARAOA
2	2	Pte des Pêcheurs	SN 61	Aroa TEANINI 1
3	2	Pte des Pêcheurs	SN62	Aroa TEANINI 2
5	3	15,226 c/mt	SN 69	Aroa BERNADINO 1
22	4	16,715c/mer	SN76	Aroa ATITEPUA
24	5	16,755 c/mt	BENNETT 2	remplacé par ATIRAA, planche 6 - PK18,250 c/mtgne

Monsieur Aitu POMARE POMMIER procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	30
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 162/2018 du 23 août 2018 a été adoptée à l'unanimité

- ***Projet de délibération n° 163/2018 du 23 août 2018 autorisant le Maire à signer l'avenant n° 01 relatif au marché n° MC18/09 ayant pour objet les travaux d'aménagement du site de VAIPOOPOO – lot 1 : Terrassements, voiries et réseaux divers***

Dans le cadre de l'aménagement du parc public de VAIPOOPOO, un marché de travaux concernant le lot n° 1 a été conclu avec l'entreprise JL POLYNESIE.

Or, dans le cadre de l'exécution de ce marché, il est apparu nécessaire de prévoir un avenant n° 1 concernant des travaux supplémentaires au marché du lot n° 1 : terrassements (AO 17/11) et une modification du délai d'exécution des travaux.

En effet, suite à la mise au point avec tous les maitres d'œuvres pour déterminer les limites de prestations de chaque lot avant réalisation des plans d'exécutions, des plus et moins-values de prestations ont été relevé, dues à :

- la mutualisation de l'installation de chantier avec les autres lots ;
- l'oubli (câblage) ou le sous dimensionnement (concessionnaires) de la Maîtrise d'Œuvre du lot 1 (Moe) ;
- l'ajout de points lumineux demandé par la Maîtrise d'ouvrage (MO) ;
- l'ajout de prestations (un compteur par roulotte / caméra de surveillance...) ;
- la modification du revêtement de sol de la place et des cheminements (béton balayé en Pépité) ;
- la mise au point des volumes de terre végétale et des fosses de plantations.

Cela a engendré des modifications de prestations, de quantités, de délai de réalisation et des prix nouveaux.

L'impact budgétaire de cet avenant est le suivant :

Désignation	Montant initial en F CFP	Nouveau montant en F CFP
Chapitre 1 : travaux préparatoires	2 424 000	2 774 000
Chapitre 2 : terrassements et travaux généraux	11 690 600	9 402 000
Chapitre 3 : viabilisation	7 276 000	9 892 690
Chapitre 4 : circulation	24 066 000	26 681 455
Chapitre 5 : maçonnerie et construction	2 878 000	3 470 200
Chapitre 6 : fournitures et plantations horticoles	1 603 200	1 603 200
Chapitre 7 : équipements, mobilier et accessoires	810 000	810 000
Chapitre 8 : éclairage	1 206 000	5 746 500
Chapitre 9 : arrosage	4 231 800	4 231 800
Montant total HT	56 185 600	64 611 845
TVA 13 %	7 304 128	8 399 540
Montant total TTC	63 489 728	73 011 385

Cela représente une augmentation de 15% par rapport au montant du marché initial.

Le 3 août 2018, la commission équipement et développement communal a émis un avis favorable à ce projet.

(Retour de monsieur Gustave VAN BASTOLAER)

Monsieur Aitu POMARE POMMIER procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

PAS DE DEBAT

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	31
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 163/2018 du 23 août 2018 a été adoptée à l'unanimité

- **Projet de délibération n° 164/2018 du 23 août 2018 autorisant le Maire à signer l'avenant n° 01 relatif au marché n° MC17/13 ayant pour objet les travaux de réfection d'une voirie communale sur les Hauts de OUTUMAORO**

Le marché de travaux n° MC17/13 relatif à la réfection d'une voirie communale sur les Hauts de OUTUMAORO a été notifié le 23 mai 2017 à l'entreprise BERNARD TRAVAUX POLYNESIE SA. Les travaux ont démarré le 26 juin 2017. Une suspension de travaux a été demandée à partir du 14 juillet 2017. Les travaux ont été repris à la date du 5 juillet 2018 et ont été prolongés jusqu'au 17 septembre 2018.

L'avenant n°1 au marché des hauts de OUTUMAORO a pour objet de prolonger la réfection en enrobé de la chaussée avec le marquage au sol :

- ⇒ Devant l'entrée de la chapelle MORMON,
- ⇒ Vers le collège jusqu'au regard des eaux pluviales,
- ⇒ Vers GREEN VALLEE,

Le montant des travaux supplémentaires (devis n°199-B/2018-tc) fait dépasser le montant global du marché de 1,55 %.

Voici le détail financier des modifications apportées par cet avenant :

- Montant initial prévu : 9 061 400 F CFP HT
- Montant avec travaux supplémentaires : 9 201 660 F CFP HT
- Total dépassé : 140 260 F CFP HT soit 1.55% du montant global du marché initial.

Monsieur Aitu POMARE POMMIER procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

INTERVENTION

Monsieur Yves CHING demande pourquoi au montant initial du marché se trouve une augmentation de 15%.

Monsieur TIRAO répond que c'est une augmentation de 1,55 % qui figure dans l'avenant des travaux de réfection d'une voirie communale sur les Hauts de OUTUMAORO.

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	31
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 164/2018 du 23 août 2018 a été adoptée à l'unanimité

- **Projet de délibération n° 165/2018 du 23 août 2018 autorisant le Maire à signer l'avenant n° 01 relatif au marché n° MC17/13 ayant pour objet les travaux de réfection d'une voirie communale sur les Hauts de OUTUMAORO**

Le marché de travaux n° MC17/13 relatif à la réfection d'une voirie communale sur les Hauts de OUTUMAORO a été notifié le 23 mai 2017 à l'entreprise BERNARD TRAVAUX POLYNESIE SA. Les travaux ont démarré le 26 juin 2017. Une suspension de travaux a été demandée à partir du 14 juillet 2017. Les travaux ont été repris à la date du 5 juillet 2018 et ont été prolongés jusqu'au 17 septembre 2018.

L'avenant n°1 au marché des hauts de OUTUMAORO a pour objet de prolonger la réfection en enrobé de la chaussée avec le marquage au sol :

- ⇒ Devant l'entrée de la chapelle MORMON,
- ⇒ Vers le collège jusqu'au regard des eaux pluviales,
- ⇒ Vers GREEN VALLEE,

Le montant des travaux supplémentaires (devis n°199-B/2018-tc) fait dépasser le montant global du marché de 1,55 %.

Voici le détail financier des modifications apportées par cet avenant :

- Montant initial prévu : 9 061 400 F CFP HT
- Montant avec travaux supplémentaires : 9 201 660 F CFP HT
- Total dépassé : 140 260 F CFP HT soit 1.55% du montant global du marché initial.

Monsieur Aitu POMARE POMMIER procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

PAS DE DEBAT

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE	
POUR	31
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 165/2018 du 23 août 2018 a été adoptée à l'unanimité

COMMUNICATION SUR LES MARCHES PUBLICS

Cette communication a pour objet d'informer les membres du Conseil municipal de la passation des marchés publics qu'ils soient attribués, en cours d'attribution ou en préparation.

Le Conseil municipal, organe délibérant de la Commune, règle par ses délibérations les affaires de la Commune (art. L.2121-29) et peut déléguer directement au Maire un certain nombre d'attributions limitativement énumérées à l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales (CGCT)¹. Les décisions prises dans le cadre de ces délégations sont signées personnellement par le Maire, à charge pour lui d'en rendre compte au Conseil municipal, en application de l'article L.2122-23 du CGCT.

SYNTHESE DES PASSATIONS DE MARCHES EN COURS

Depuis le dernier conseil municipal en date du 31 mai 2018 pour les appels d'offres et depuis le début d'année pour les marchés sur procédure adaptée :

- Dix-huit (18) marchés ont été attribués dont un (1) sur procédure d'appel d'offres et dix-sept (17) sur procédure adaptée.
- Dix-neuf (19) marchés sont en cours de consultation, dont treize (13) sur procédure d'appel d'offres et six (6) sur procédure adaptée.

1. MARCHES SUR PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES :

- ⇒ Un (1) marché attribué pour un montant total de 29 469 496 FCFP TTC ;
- ⇒ Treize (13) marchés sont en cours de consultation pour un budget minimum estimé de 332 147 277 FCFP TTC et un budget maximum estimé de 336 947 277 FCFP TTC.

2. MARCHES SUR PROCEDURE ADAPTEE :

- ⇒ Dix-sept (17) marchés ont été attribués pour un montant minimum de 52 156 923 FCFP TTC et maximum de 80 506 923 FCFP TTC ;
- ⇒ Six (6) marchés sont en cours de consultation.

MARCHES SUR PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES ATTRIBUES : 1

Objet	Références	Services	Titulaire	Montant en FCFP TTC	Délai	Observations
TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE LA SERVITUDE LEQUERRE	MC18/18	SEA	BTP	29 469 496	12 semaines	en cours de notification

MARCHES SUR PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES EN COURS DE CONSULTATION : 13

Objet	Référence	Service	Budget prévisionnel en FCFP TTC	remise des offres	CAO		Observations
					Ouverture plis	Analyse et attribution	
TRAVAUX DE RENOVATION DE LA SERVITUDE POTHIER 2	AO 18/02	SEA	120 000 000	31/08/2018	A déterminer	A déterminer	en cours de consultation
LOT 1 : FOURNITURE ET LIVRAISON D'UN VEHICULE DE TYPE FOURGON POUR LA POLICE MUNICIPALE LOT 2 : FOURNITURE ET LIVRAISON D'UN VEHICULE NAUTIQUE DE TYPE JET-SKI POUR LA POLICE MUNICIPALE	AO 18/03	SPM	8 789 908	06/08/2018	08/08/2018	A déterminer	En cours d'analyse
TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU SITE DE VAIPOOPOO : OUVRAGES MARITIMES (LOT 3) ET EQUIPEMENTS ET MOBILIER (LOT 4)	AO 18/04	SEA	105 302 469	07/08/2018	08/08/2018	A déterminer	En cours d'analyse
ENTRETIEN ET MAINTENANCE DU RESEAU D'ECLAIRAGE PUBLIC DE LA COMMUNE DE PUNAAUIA, POUR LES TRONÇONS DE « CARREFOUR A MARINA TAINA », DE « LA RIVIERE VAIPOOPOO A LA ROUTE DES PLAINES », « AROA	AO 18/05	PAT	min. annuel : 5 000 000 max annuel : 9 800 000	20/08/2018	A déterminer	A déterminer	en cours de consultation

SCHOLERMANN AU TEMPLE PROTESTANT » ET LE TRONÇON « AROA VAIHI »							
LOT 1 : FOURNITURE ET LIVRAISON D'UN BUS DE 32 PLACES LOT 2 : FOURNITURE ET LIVRAISON D'UN CAMION A BENNE BASCULANTE LOT 3 : FOURNITURE ET LIVRAISON D'UN VEHICULE UTILITAIRE FERME DE TYPE FOURGONNETTE LOT 4 : FOURNITURE ET LIVRAISON DE TROIS VEHICULES UTILITAIRES A BENNE LOT 5 : FOURNITURE ET LIVRAISON DE DEUX VEHICULES UTILITAIRES DOUBLE CABINE A PLATEAU	AO 18/06	PAT	61 229 900	20/08/2018	A déterminer	A déterminer	en cours de consultation
LOT 1 : FOURNITURE ET LIVRAISON D'UN VEHICULE DE SECOURS A VICTIMES LOT 2 : FOURNITURE ET LIVRAISON D'UN VEHICULE DE SECOURS TOUT-TERRAIN	AO 18/10	SIS	31 825 000	07/09/2018	A déterminer	A déterminer	en cours de consultation

MARCHES A PROCEDURE ADAPTEE (MAPA) EN COURS DE CONSULTATION : 6

Objet	Service	Budget prévisionnel en FCFP TTC	date de consultation	Délai	Observations
FOURNITURE, INSTALLATION ET MISE EN SERVICE DE SYSTEMES D'ALERTE TSUNAMI AVEC KIT PANNEAUX SOLAIRES	SIS	6 585 680	31/07/2018	a déterminer	en cours d'analyse
MISE EN PLACE D'UNE UNITE DE PRODUCTION D'ELECTRICITE PHOTOVOLTAÏQUE	SDE	5 200 000	17/08/2018	a déterminer	en cours de consultation
AMO QEB RECONSTRUCTION ECOLE 2+2=4	SEA	9 000 000	19/07/2018	a déterminer	en cours de consultation
FOURNITURE DE MOBILIERS DE BUREAU	SEA	4 000 000	10/07/2018	a déterminer	en cours d'analyse
LOT 1 : FOURNITURE ET LIVRAISON D'UN VEHICULE UTILITAIRE A BENNE POUR LE TRANSPORT DU CHLORE LIQUIDE	EAU	5 000 000	23/07/2018	a déterminer	en cours d'analyse
LOT 2 : FOURNITURE ET LIVRAISON D'UN VEHICULE UTILITAIRE 4x4 A BENNE BASCULANTE POUR INTERVENTIONS ET TRAVAUX SUR LES POINTS DE REGROUPEMENT	ENV	5 000 000	23/07/2018	a déterminer	en cours d'analyse

MARCHES A PROCEDURE ADAPTEE (MAPA) ATTRIBUES : 17

Objet	Références	Services	Titulaire	Montant en FCFP TTC	Délai	Observations
FOURNITURE ET LIVRAISON DE MATERIAUX DE CONSTRUCTION - LOT 1: GROS ŒUVRE	MC18/17	ECP / Multiservices	HOLLAND TAHITI TRADING	min : 250 000 annuel max : 2 000 000 annuel	2 x 1 an	notifié le 03/08/2018
SERVICE DE TRAITEURS DANS LE CADRE DES FETES ET CEREMONIES LOT 1 COCKTAILS	MC18/19	ECP / Multiservices	HOTU CATERING	min : 500 000 annuel max : 3 000 000 annuel	2 x 1 an	en cours de notification
SERVICE DE TRAITEURS DANS LE CADRE DES FETES ET CEREMONIES LOT 2 REPAS	MC18/20	ECP / Multiservices	HOTU CATERING	min : 800 000 annuel max : 4 000 000 annuel	2 x 1 an	en cours de notification
SERVICES DE TRAITEURS DANS LE CADRE DES FETES ET CEREMONIES LOT 3 BUFFETS	MC18/21	ECP / Multiservices	HOTU CATERING	min : 100 000 annuel max : 1 000 000 annuel	2 x 1 an	en cours de notification
CONTRÔLE DE LA POTABILITE DE L'EAU	MA18/01/EAU	EAU	LASEA / ILM	2 488 175	4 x 1 an	démarrage le 04/05/18
MATERIELS HYDRAULIQUES LOT 1	MA18/02/EAU	EAU	Plomberium	pas de min/max budget prévisionnel : 7 000 000 FCFP	1 an	démarrage le 09/05/18
MATERIELS HYDRAULIQUES LOT 2	MA18/03/EAU	EAU	Plomberium		1 an	démarrage le 09/05/18
MATERIELS SCOLAIRES	MA18/04/SS	SSS	ODYSSEY/TAHITI JEUNESSE	Min: 4 000 000 Max: 7 000 000	4 x 1 an	démarrage le 25/05/18

LIVRES SCOLAIRES	MA18/05/SS	SSS	ODYSSEY/TAHITI JEUNESSE	Min: 10 000 000 Max: 15 000 000	3 x 1 an	démarrage le 25/05/18
FOURNITURE D'AGREGATS ET D'ENROBES	MA18/06/PAT	SEA / multiservices	JL Polynésie	Min: 1 000 000 000 000 Max: 6	1 an	démarrage le 05/07/18
MAÎTRISE D'ŒUVRE DES TRAVAUX DE RENOVATION DE LA TOITURE DE L'ECOLE ATINUU	MA18/07/SEA	SEA	VAIHUPE	2 192 200	a déterminer	démarrage le 05/07/18
FOURNITURE ET LIVRAISON DE POMPES IMMERGEES LOT 1	MA18/08/EAU	EAU	Cope	5 000 000	1 an	démarrage le 26/07/18
FOURNITURE ET LIVRAISON DE VANNES MOTORISEES LOT 2	MA18/09/EAU	EAU	Polynesienne des eaux	1 000 000	1 an	démarrage le 25/07/18
FOURNITURE ET INSTALLATION DE CLIMATISEURS	MA18/10/PAT	PAT	CIDE SARL	4 606 424	1 an	démarrage le 24/05/18
Travaux de mesures conservatoires des matériaux amiantés de l'école 2+2=4	MA18/13/SEA	SEA	3DP	5 295 248	15 jours	démarrage le 24/07/18
Pose des portes d'entrée en aluminium de l'école ATINUU	MA18/14/PAT	PAT	SOMALU	10 411 995	6 mois	démarrage le 06/08/18
RAVALEMENT FACADE ECLOE MAEHAA RUA	MA18/19/PAT	PAT	ENTTAMATEA	4 512 881	1 mois	démarrage le 18/07/18

V. AFFAIRES GENERALES

- **Projet de délibération n° 166/2018 du 23 août 2018 autorisant le déplacement d'une délégation d'élus municipaux au Congrès des Maires de Paris et acceptant la prise en charge des frais relatifs à ce déplacement.**

Monsieur Aitu POMARE POMMIER procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

PAS DE DEBAT

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	31
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 166/2018 du 23 août 2018 a été adoptée à l'unanimité

VI. QUESTIONS DIVERSES

Monsieur Marc TATARATA indique qu'il y a deux semaines, il a rencontré le chef du service incendie et celui-ci lui avait fait part d'un problème concernant leur budget qui avait été présenté au mois de mars dernier. Selon lui, leur budget avait été réduit de 50% lors des commissions budgétaires et demande une confirmation de ces propos et dans l'affirmative souhaite avoir une explication.

Madame Annelyse VII répond que le budget du service incendie n'a subi aucune baisse de 50%.

Madame BAMBRIDGE-RICHERD remercie l'équipe organisatrice du conseil municipal. Elle constate que le niveau professionnel est maintenu depuis le départ de madame Rosita HOFFMANN. Elle indique que les tableaux concernant le suivi des projets sont très importants pour les élus. Elle demande à tous les membres présents de bien vouloir l'excuser de son comportement, car elle n'a pas apprécié le terme « minime » qui a été donné par monsieur TIRAO et explique qu'elle aurait souhaitée avoir un chiffre précis. Elle précise qu'avant d'être une élue, elle est aussi une administrée de la commune.

Proposition de traduction :

Monsieur André TEAHU souhaite premièrement savoir quelles sont les modalités de la convention passée entre la commune et l'association des joueurs de pétanque qui occupent le terrain communal de Vaiopu. Deuxièmement, concernant l'optimisation de la collecte des déchets végétaux, il recommande d'arrêter la collecte avec les tractopelles et d'utiliser plutôt les camions-grue afin d'éviter les sinistres. Troisièmement, Monsieur Daniel résidant de la servitude Nordhoff demande la pose d'une caméra de vidéo-surveillance car de plus en plus de jeunes font de la revente de cannabis à proximité. Quatrièmement, il annonce que les comptes des SPIC doivent être à l'équilibre. Aujourd'hui, la commune n'arrive pas à atteindre les 50% de recouvrement à l'année, et c'est un souci. Si on améliore le recouvrement, il sera possible d'équilibrer les comptes progressivement. Si on continue ainsi jusqu'à l'année prochaine, la commune devra encore contribuer à verser une subvention d'équilibre aux SPIC.

Madame Tania MANEA-LYAU répond qu'il y a bien une date butoir qui a été arrêtée pour les budgets des services annexes, mais elle indique que la commune de Punaauia ne sera pas la seule à être concernée par ce problème. Elle se demande même si une seule commune arrivera à équilibrer les budgets de ses services annexes. Elle indique qu'à ce jour, la commune de Punaauia est assez bon élève en la matière et elle compte sur le syndicat des communes pour défendre cela.

Monsieur André TEAHU prend la parole et raconte que lors de leur tournée dans les quartiers avec Monsieur Georges DOOM afin de sensibiliser les usagers concernant l'étude de l'assainissement non-collectif, ils ont remarqué que certaines maisons n'avaient pas été numérotées. De plus, certaines plaques ont été mises sur les poteaux des clôtures, aussi il demande de revoir l'adressage afin d'améliorer ces points.

Monsieur LISSANT remercie tout le monde et précise que les élus tournent dans les quartiers et remarquent beaucoup de choses. En ce moment ils sont sur le terrain pour l'assainissement non-collectif dans le cadre du schéma directeur d'assainissement des eaux usées.

L'adressage n'est pas encore parfait et il compte sur les services pour continuer les travaux. Il faut se rappeler que la commune a inscrit cette action suite à une demande de l'Etat. On le fait notamment en sachant que cela va pouvoir améliorer le recouvrement des redevances.

La commune n'est pas seule car le trésor public nous épaula dans nos actions en essayant de recouvrer au maximum les redevances antérieures avec l'aide d'huissiers. Ce n'est pas comme si rien n'était fait. Pour rappel dernièrement nous avons lancé des lettres de rappels à nos concitoyens, cela nous vaut aussi pas mal de déboires, mais voilà, je remercie nos techniciens d'être diplomates, d'accepter et d'essayer d'arranger les choses pour que nos concitoyens acceptent autant que possible de payer ce qu'ils doivent

Monsieur LISSANT aborde ensuite le sujet du congrès des communes qui se tiendra à TEVA I UTA du 17 au 20 septembre. Deux places ont été réservées pour Tavana et Bellinda.

Madame BAMBRIDGE-RICHERD répond qu'il ne faut pas l'inclure dans la comptabilisation des sièges pour la commune par ce qu'elle animera un atelier lors du congrès des communes, et qu'à ce titre elle y sera en tant que formatrice du SPC.

Madame LEVANT répond qu'une liste a été transmise à la commune par le SPC et que le nom de Tavana et le sien y figure en tant qu'élus titulaires et qu'il restait deux autres places de libres.

Madame LEVANT indique que s'il était possible d'avoir une troisième place ce serait bénéfique pour la commune.

Monsieur DOOM indique que la commune doit exiger la place que le SPC a attribuée à madame BAMBRIDGE-RICHERD pour le congrès. Elle représentera le SPC en tant qu'élue formatrice et doit faire partie de la liste du SPC et pas de celle des élus de la commune de Punaauia.

Monsieur LISSANT informe que le thème retenu pour le congrès est la responsabilité des élus. Il indique que certains élus se sont portés volontaires madame Marie-Rose TEURU, Marc TATARATA, Paul PERE et madame Terava PATII. Il propose le nom de monsieur Marc TATARATA qui est l' élu en charge de la sécurité et demande aux autres élus de faire une proposition parmi les trois de la liste.

Madame Layana propose le nom de monsieur Paul PERE et indique qu'elle a été invitée en tant que représentante du SIGFA et souhaiterait que son partenaire puisse l'accompagner au congrès.

Monsieur LISSANT rappelle que monsieur Paul PERE a souvent participé au congrès des communes et indique qu'il souhaite privilégier ceux qui n'ont pas encore assisté à cet évènement. Afin de satisfaire tout le monde, il propose à madame Terava PATII de faire le déplacement à Paris pour le congrès des maires et de laisser madame Marie-Rose TEURU participer au congrès des communes.

Monsieur TATARATA prend la parole pour informer le conseil municipal, qu'il a été abordé par monsieur DESPERRIER Teva, élu en charge de la sécurité à la commune de ARUE. Il invite les élus, le jeudi 30 août entre 8h et 9h à visiter les deux centres du CSU et du CTA de ARUE. Les participants pour cette visite seront Madame Annelyse VII, Monsieur Jacque AHINI, Monsieur Temarii TEAVE et lui-même, et il invite ceux qui le souhaitent à participer à la visite.

Monsieur LISSANT invite les élus à se rapprocher de madame Mareva LEVANT concernant la visite des deux centres. Il revient sur les élus qui participeront au congrès des communes et indique que monsieur Marc TATARATA et madame Marie-Rose TEURU participeront au congrès des

communes et que madame Terava PATII participera au congrès des maires.

Monsieur TIRAO répond à monsieur TEAHU concernant l'équilibre budgétaire des SPIC. La commune est en train d'acter le point 3 du schéma directeur d'adduction d'eau potable et il indique qu'un conseil d'exploitation se tiendra le mardi 28 août à 13h30 dans la salle de l'extension et invite tous les élus à participer à cette restitution. Lors de ce conseil d'exploitation, seront présentées les grandes orientations du futur schéma directeur révisé qui permettra de réduire l'ensemble des charges d'exploitations et de tendre vers l'équilibre du SPIC.

Madame ATAE demande s'il est possible de télécharger le dossier du conseil municipal sur la tablette afin de le consulter hors connexion.

Monsieur LISSANT répond que c'est en projet mais il propose de télécharger les délibérations du conseil municipal dans une clé USB pour éviter de saturer la mémoire de la tablette. Il indique que la direction se rapprochera du technicien de Tahiti Ingénierie pour voir s'il peut rassembler tous les documents du conseil municipal dans un dossier pour pouvoir le télécharger en un clic.

Monsieur Paul PERE demande si la commune fera l'acquisition du Géant Casino.

Monsieur Simplicio LISSANT répond que lors du conseil municipal, les élus ont voté une délibération pour préempter la parcelle avec le bâtiment. Il rappelle que la commune a été poursuivie pour un défaut de procédure mais la commune a prévu des fonds nécessaire pour faire l'acquisition du bien.

Monsieur Simplicio LISSANT propose de clôturer la séance.

La séance est levée à 19h00.

Le secrétaire de séance,

Le 1^{er} adjoint au Maire,

Tania MANEA-LYAU

Simplicio LISSANT